



**courant
alternatif**

Mensuel édité par l'ORGANISATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

HORS-SÉRIE N°8 • 4^e TRIMESTRE 2002 3,80 €

Numéro spécial

**PALESTINE
SOLIDARITÉ !**

M 03885 - 6 H - F 3,81 € - RD





COMMENT FONCTIONNE « COURANT ALTERNATIF » (CA) ?

UN WEEK-END par mois, une Commission-Journal (CJ), est organisée dans une ville différente, pour préparer le numéro suivant. Peuvent y participer des sympathisant-e-s intéressé-e-s au même titre que les militant-e-s OCL de la ville en question et que des représentant-e-s des autres groupes de l'OCL. Chaque CJ a pour tâche de critiquer le numéro précédent, de discuter les articles proposés par des gens présents ou non ; d'en susciter d'autres en fonction des événements et des souhaits émis par les groupes ou des individu-e-s. En outre, chaque CJ débute par une réunion où sont prises des décisions concernant les activités de l'OCL. Le collectif organisateur immédiatement après la CJ, rédige un compte rendu politique et technique le plus précis possible, puis, pendant les deux semaines à venir, assure le suivi de ce qui a été décidé pour le journal (liaisons, contacts, etc.) ; et c'est lui qui écrit l'édito en fonction de la discussion dans la CJ ou d'événements qui se produisent après. Si vous souhaitez assister et participer à l'une de ces réunions de préparation et de discussion sur le journal (elles sont largement ouvertes), écrivez à OCL/Égrégore, BP 1213, 51058 Reims cedex, afin de pouvoir vous y rendre.



COMMENT CONTACTER L'ORGANISATION COMMUNISTE LIBERTAIRE ?

AQUITAINE

• CEDA, BP 28
33031 **Bordeaux** Cedex

BRETAGNE

• OCL c/o Clé des Champs
B.P. 20912,
44009 **Nantes** Cedex 1

CENTRE

• La Commune,
B.P. 1228
45002 **Orléans** Cedex

ILE DE FRANCE

• Courant Alternatif
B.P. 381
75969 **Paris** Cedex 20

MIDI-PYRÉNÉES

• OCL c/o Canal Sud
40, rue Alfred Duméril
31400 **Toulouse**

NORD

• OCLB c/o
La Mouette Enragée,
B.P. 403
62206 **Boulogne s/mer** Cedex

NORD-EST

• OCL c/o Egrégore
B.P. 1213
51058 **Reims** Cedex

NORMANDIE

• CRAS, B.P. 5164
14075 **Caen** Cedex

PAYS BASQUE

• Acratie, BP 23
64130 **Mauléon**

SUD-EST

• La Galère
BP 74217,
06131 **Grasse** Cedex

*Ecrire au journal pour
contacts sur :*

**Figeac, Limoges, Lyon,
le Poitou, Saint-Nazaire,
Strasbourg, le Trégor.**

✉ OCL c/o Clé des champs, BP 20912, 44009 NANTES Cedex 1

Tél./fax : 03 88 32 37 52 • E-mail : oclibertaire@hotmail.com

Site web : <http://oclibertaire.free.fr>



COMMENT S'ABONNER À CA ?

Abonnement 1 an 33,54 €
(10 numéros mensuels + hors séries)

Tarif réduit 16,77 €
(pour toutes sortes de fauché-e-s)

Abonnement de soutien . . . 45,73 €

Abonnement à l'essai (3 nos) . 4,57 €

Gratuit : 1 numéro sur demande

En nombre pour la diffusion :

2 ex. 59,46 €

3 ex. 83,85 €

5 ex. 137,20 €

10 ex. 221,05 €

Chèques à l'ordre de « La Galère »
OCL/Égrégore

BP 1213, 51058 Reims Cedex

Souscription permanente pour CA :

CCP La Galère 38-77 P 023

Chalons s/Marne



SOMMAIRE

Édito	p. 3
L'histoire de la Palestine en quelques dates	p. 4
Abécédaire de la colonisation	p. 9
Interview de Georges Habash	p. 14
L'autre Israël.	p. 16
Les femmes en noir de Jérusalem	p. 22
Soutenir le peuple Palestinien.	p. 24
Israël - Palestine, un état pour tous	p. 27
Pourquoi j'ai refusé de servir dans les territoires occupés	p. 28
La dangereuse confusion des juifs de France	p. 29
L'intifada n'est pas soluble dans la prospérité économique	p. 30
Israël : Faits et chiffres	p. 31
Cartes.	p. 32



Courant Alternatif

4^e trimestre 2002 – suppl. au n° 124

Com. par. : AS 72313

Mensuel Communiste Libertaire

Correspondance : OCL/Égrégore

BP 1213, 51058 Reims cedex

Pour la seule obligation légale

Dir. publication : Nathalie Federico

Imprimerie : Graphéco, Le Mans

Imprimé sur papier recyclé



Editorial

Ce numéro hors série de Courant Alternatif va s'efforcer de faire le point sur plus de 26 mois d'intifada. Près de 2700 morts dont plus de 2000 sont palestiniens. Les accords d'Oslo, aussi imparfaits soient-ils, sont maintenant morts et enterrés. Il n'existe pas de perspectives à moyen terme, provoquant ainsi un peu plus de désespérance préparant à de futurs attentats kamikazes, face à une opinion publique internationale complice objective de l'état d'Israël. La succession d'Arafat a déjà commencé. Le président de l'Autorité palestinienne n'existe plus politiquement. Les vraies décisions qui concernent pourtant le peuple palestinien se prennent ailleurs qu'en Palestine, au Caire, à Damas et à Washington, sûrement plus dans le tas de ruine qu'est la Mouquata'a où tente de survivre Arafat.

Si Courant Alternatif a choisi de s'intéresser à ce conflit, c'est parce qu'il nous paraît significatif, en tant que l'un des derniers lieux où existe une situation s'apparentant à une lutte de libération contre un colonialisme. Ce conflit illustre aussi la volonté de domination hégémonique étasunienne par Israël interposé d'un ordre mondial de plus en plus contesté. De plus la situation dans cette partie du monde apparaît comme le reflet d'un affrontement entre les riches et les pauvres que l'on enferme derrière des murs. Ceux ci sont la résurgence de ce qu'était le mur de Berlin il y a encore douze ans. Ils se construisent dans l'indifférence la plus totale, excluant et enfermant chez elle des populations entières, rendant celles ci étrangères sur leurs propres terres.

Ce conflit n'est ni un conflit inter ethnique, ni un conflit religieux. C'est d'abord et avant tout un conflit où s'affronte un peuple opprimé subissant un véritable apartheid au quotidien, où il sera d'abord question de sociocide plutôt que de génocide, où la liberté de circuler et au mieux réglementée, au pire supprimée, où la population est soumise à une politique s'apparentant à de l'épuration ethnique. Ce conflit n'est que la continuation de la guerre de conquête du sionisme commencée en 1948 et qui ne s'est jamais ter-

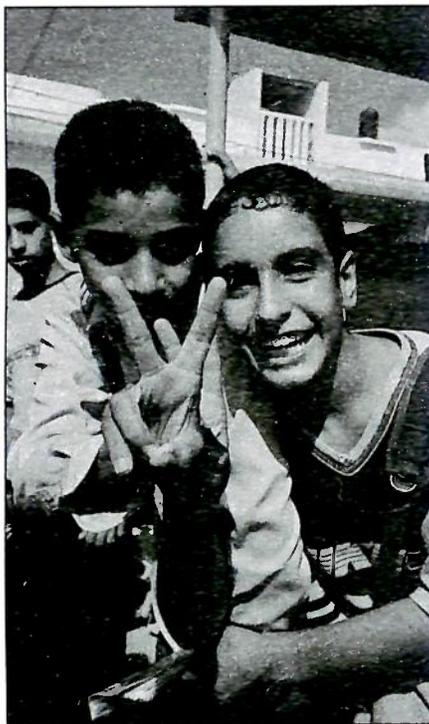
miné, s'inscrivant dans une logique expansionniste par une colonisation effrénée qui ne s'est jamais interrompue.

Quelle solution à terme pour le peuple palestinien ? Sûrement pas les prochaines élections tant en Israël qu'en Palestine, comme d'aucun aimerait nous le faire croire. Une alternance où les travaillistes reviendraient aux affaires (éventualité peu probable mais on ne sait jamais) ne permettra pas l'instauration d'une véritable autonomie pour le peuple palestinien, ni le total démantèlement des colonies, encore moins le retour de Tshal sur les frontières du 4 juin 67. Amra Mitzna le nouveau leader travailliste, ira chercher son électorat au centre, mais ne pourra gouverner sans l'appui des partis religieux adeptes d'Éretz Israël,

qui va du Nil jusqu'à Damas. Les palestiniens n'ont rien à attendre de ces élections. Quant à celles qui doivent permettre le renouvellement du parlement palestinien, il est peu probable qu'elles se tiennent un jour. Un blindé israélien devant un bureau de vote, cela ne fait pas très crédible pour les observateurs européens.

Reste la solidarité internationale. Celle ci commence à s'étoffer à travers l'envoi régulier de missions à raison de deux par mois rien qu'au départ de la France, sans compter les belges, les suisses, les italiens, etc.... Ces missions ne peuvent grand chose contre l'armée et surtout contre les colons, néanmoins elles sont utiles ne serait ce qu'à travers les témoignages qu'elles ramènent, de l'agitation qu'elles développent, par les mots d'ordre qu'elles diffusent en accord avec les organisations palestiniennes, en particulier l'appel au boycott des produits israéliens et la dénonciation de l'accord d'association Israël /Union Européenne. Une logique anticolonialiste, internationaliste semble véritablement émerger parmi les couches occidentales les plus radicalisées.

C'est peut-être par-là, à force de popularisation, qu'apparaîtra une véritable solution politique qui prendra vraiment en compte la dignité du peuple palestinien.



L'histoire de la Palestine en quelques dates clés

~7000 : L'Antiquité

1516 : La conquête ottomane

1896 : La naissance du sionisme

1917 : La déclaration Balfour

1948 : La proclamation de l'État d'Israël

1967 : La guerre des Six-Jours

1970 : Septembre Noir

1982 : L'invasion du Liban - Sabra et Chatila

1987 : La première Intifada

1993 : Les accords d'Oslo

1998 : Wye Plantation, Charm-el-Cheikh, Camp David

Intifada : décembre 2000 - avril 2002

L'ANTIQUITÉ

La Palestine recèle de nombreux vestiges néolithiques. La ville de Er Riha (Jéricho), habitée dès le VIII^e millénaire avant JC, est l'une des plus vieilles du monde. Au ~III^e millénaire, la civilisation cananéenne se fonde sur un système de cités-États faites d'agriculteurs sédentaires et de pasteurs semi-nomades. L'existence de la cité cananéenne Ourousalim (rebaptisée Yéroushalayim, Jérusalem, lorsqu'elle sera finalement conquise par David vers ~1000) est évoquée dans des écrits datant de 2000 avant JC.

La civilisation cananéenne fut tour à tour sous l'influence des Mésopotamiens venus de Chaldée au ~XVIII^e siècle, et des Égyptiens (~XVI^e~XIII^e s.), et pris fin lors de l'invasion de la zone côtière de Gaza par les Philistins originaires de la mer Égée (qui laissèrent leur nom - «peuples de la mer» - à la Palestine) en ~1175, suivie de l'invasion des Hébreux venus d'Égypte sous la conduite de Moïse.

David, roi des Hébreux, unifie le royaume et en fait une puissance régionale. Sa victoire sur Goliath consacre la chute des Philistins. Après la mort de Salomon, l'État hébreu fut divisé en ~931 en royaume d'Israël au nord (conquis plus tard par les Assyriens) et de Juda au sud (conquis par les Babyloniens). En ~538, la région passe sous l'emprise perse; la Judée et la Samarie se redressent; Jérusalem est restaurée et les communautés sous les Perses retrouvent une certaine liberté.

Du ~IV^e siècle jusqu'à 636 après JC, la Palestine s'hellénise progressivement, après l'arrivée d'Alexandre le Grand. Ses descendants,

les Séleucides, contrôlent la région au ~III^e siècle; de nombreux grecs s'installent et la communauté juive devient minoritaire. Celle-ci, fortement influencée par la culture grecque, finit par se redresser et donne naissance en ~164 au nouvel État juif, la dynastie des Asmonéens.

Sous la domination romaine qui vit la naissance du christianisme, la Palestine fut agitée par deux révoltes juives, en 66-70 puis en 132-135 dont l'échec conduit à l'expulsion des Juifs de Judée. Le pays devient alors province de Syro-Palestine.

À partir du IV^e siècle, avec le déclin de l'empire romain et la montée du christianisme, la Palestine est devenue Terre sainte. Les empereurs byzantins de Constantinople et de l'empire romain d'Orient s'y intéressent.

Au VII^e siècle, sous la dynastie des califes Omeyyades, les Arabes conquièrent la Palestine et s'y établissent. Jérusalem est investie et proclamée lieu sacré de l'Islam.

L'expansion arabe et musulmane prend fin en 1099 avec la première croisade chrétienne, qui fonde pour deux siècles le royaume latin de Jérusalem. Reprise par Saladin en 1187, la Palestine devient la destination des réfugiés arabes chassés par les Mongols en Irak et en Syrie. Quant à la communauté juive, elle est renforcée par l'arrivée à la fin du XV^e siècle de réfugiés juifs venant d'Espagne.

LA CONQUÊTE OTTOMANE

En 1516, la Palestine est conquise par les Ottomans et fait désormais partie, pour

quatre siècles, des provinces arabes de l'empire. Son économie se développe. Les lieux de culte musulmans à Jérusalem sont rénovés et la population s'accroît fortement. Les communautés chrétiennes sont composées de Grecs orthodoxes, d'Arméniens et de catholiques; la population juive se concentre et se renforce en Galilée.

Les Ottomans se retirent progressivement de la Palestine au XVI^e siècle, Bonaparte y passe, suivi d'une courte présence égyptienne au XIX^e siècle, et la région subit une forte dépression économique. Mais, à la fin du XIX^e siècle, la Palestine redevient l'objet de convoitises, notamment européennes, et sa population voit l'arrivée massive d'Arabes de Transjordanie, tandis que les minorités chrétiennes et juives s'étendent également.

Ibrahim Pacha, sous les ordres de son père Mohammed Ali, gouverneur d'Égypte, envahit la Palestine et la Syrie, défait les soldats ottomans et dirige ces deux derniers pays pendant dix ans, de 1830 à 1840. Pendant son règne, la culture arabe se développe; des centres culturels, de nombreuses écoles voient le jour.

En 1840, une conférence a lieu à Londres. Elle réunit les pays européens, dont la France et l'Angleterre. À l'issue de cette réunion, les participants décident d'intervenir dans les affaires publiques concernant l'invasion dirigée par Mohammed Ali en Palestine et en Syrie. Il est convenu, en échange du retrait des forces des territoires qu'a occupés Mohammed Ali, que lui et ses héritiers deviendront, à l'avenir, gouverneurs d'Égypte.

En 1849, la population palestinienne est de

350 000 habitants, répartis dans 650 villages et 13 villes. Cette population musulmane sunnite à 85%, compte également 11% de chrétiens et 4% de juifs. A la fin du XIX^{ème} siècle, la population atteint 470 000 habitants.

C'est à cette époque qu'apparaît le premier sursaut de nationalisme arabe. Pour conserver leur culture, obtenir leur liberté et aussi devenir propriétaires de leurs terres qui, à l'époque, appartiennent aux dirigeants de l'Empire et non aux paysans, des Arabes établissent des organisations secrètes opposées au gouvernement. Jamal Pacha, un des dirigeants des Jeunes Turcs, en fait pendre plusieurs, et laisse les Arabes dans un état déplorable. Le peuple est acculé à la famine.

Le moment est propice pour réclamer l'indépendance politique. Les Arabes exigent un État indépendant.

LA NAISSANCE DU SIONISME

En 1896, Theodor Herzl, écrivain juif hongrois (1860-1904) publie L'État juif, Essai d'une solution moderne de la question juive. Correspondant du plus important quotidien viennois à Paris, il assista à la vague d'antisémitisme suscitée par le procès du capitaine Dreyfus; cette expérience le persuada de l'impossibilité d'une réelle assimilation des Juifs. Préconisant un État juif, il hésite entre la Palestine et l'Argentine. Si le second pays, qui possède des kilomètres de terrains en friche, lui apparaît plus intéressant parce que les terres y sont plus riches, la Palestine l'emporte cependant dans son esprit, comme plus chargée de souvenirs historiques.

S'il n'était pas le premier à affirmer l'existence d'une nation juive et la nécessité pour celle-ci de retrouver une patrie, Herzl fut le fondateur du sionisme, dont il réunit le premier congrès à Bâle en août 1897, qui se donna pour but «la création en Palestine d'un foyer pour le peuple juif, garanti par la loi publique». Ce congrès constitua l'Organisation sioniste mondiale, qu'il présida jusqu'à sa mort.

Résultat de la relation réciproque entre l'affirmation du particularisme ethnique, national, culturel et religieux du judaïsme et de l'antisémitisme, le sionisme devenait une volonté de conquérir une identité politique et territoriale, la réaffirmation des «droits éternels» des Juifs sur la Palestine après vingt siècles d'exil.

LA DÉCLARATION BALFOUR

A la fin du XIX^{ème} siècle la population vivant en Palestine s'élève à 470 000 habitants.



Après avoir aidé les Arabes dans leur révolte contre les Ottomans, la Grande-Bretagne, qui promettait auparavant une nation arabe unie, occupe et administre la Palestine à partir de 1917. La communauté juive, en la personne de Chaïm Weizman, président de l'Organisation sioniste mondiale, obtient un certain appui des Britanniques par la déclaration Balfour, qui évoque alors le «national home for Jewish people»:

A la veille de la 1^{ère} guerre mondiale la population s'élève à 750 000 personnes, dont 50 000 colons juifs, représentant 10% de la population de la Palestine mandataire.

En 1920, le gouvernement anglais nomme au poste de haut commissaire Herbert Samuel, un des artisans de la déclaration Balfour et un pilier du mouvement sioniste. Lui et ses collègues n'ont qu'une idée: inciter les Arabes palestiniens à quitter la Palestine et encourager les Juifs à acheter des terrains. Diverses législations sont adoptées en vue de favoriser l'établissement d'un Foyer national juif. Le gouvernement de Londres approuve toutes ces actions, comme s'il n'avait aucune obligation envers la communauté arabe.

En 1933, plusieurs Arabes palestiniens manifestent à Jérusalem contre les Anglais qui permettent l'entrée des Juifs venant d'Allemagne fuyant les premières persécutions du nazisme. Cela n'empêche pas l'essor de l'émigration clandestine, qui très vite intégrée, se met à construire et à développer le pays. Du 21 avril au 11 octobre 1936, est lancée une grève générale avec boycott de l'état colonial, entre autre menée par la famille Hussein, vieille famille palestinienne, pour protester contre la politique de la puissance mandataire anglaise. Celle ci réplique par

une impitoyable répression qui cassera pour longtemps le mouvement social palestinien. Une commission royale d'enquête chargée d'élaborer une solution face à un problème que l'Angleterre maîtrise de moins en moins, préconise le 7 juillet 1937 le partage de la Palestine entre un état juif comprenant 33% du territoire et un état arabe rattaché à la Transjordanie avec transfert forcé d'une partie de la population palestinienne du futur état israélien. Les palestiniens rejettent ce plan et instaurent une véritable guérilla contre les anglais. Ceux ci font preuve à ce moment d'une intense activité diplomatique envers les pays arabes voisins.

Craignant que la guerre n'éclate entre les Palestiniens et les Juifs, les Anglais invitent, en 1939, les chefs de tous les pays arabes à se réunir à Londres. Les Britanniques leur proposent un livre blanc, dans lequel ils s'engagent à limiter l'immigration juive, et promettent un État fédéral dans lequel vivraient Arabes et Juifs, avec une majorité arabe pour dix ans. Satisfaits de ces propositions, les Arabes de Palestine, alors majoritaires, mettent fin à leur révolte en août 1939, juste avant le début de la Deuxième Guerre mondiale.

Pendant la persécution nazie des années 1940, il devient urgent de trouver aux Juifs un refuge. À cette époque, l'Angleterre, le Canada et les États-Unis ferment, sous toutes sortes de prétextes, leurs portes à l'immigration juive. Churchill prie les Canadiens et les Américains d'encourager les Juifs allemands à venir s'installer en Palestine. Les Européens partagent la même opinion. Les Arabes condamnent les crimes nazis, mais se demandent pourquoi ils doivent faire les frais de la barbarie nazie et accepter une vague d'immigrants que de vastes pays comme les États-Unis ou le Canada auraient pu accueillir et intégrer sans difficultés majeures.

Sous cet afflux de réfugiés, la Palestine voit la population juive passer de 80.000 en 1917 à 600.000 en 1946. Le nombre de colonies juives avoisine les 300 à la fin de la guerre, et représentent 8% des terres.

Alors que les Britanniques, qui depuis quelques années payent le prix fort pour le maintien de leurs troupes en Palestine, envisagent de se retirer, les sionistes bénéficient des circonstances les plus favorables, par le consensus inespéré des Américains et des Soviétiques. Les premiers entendent contrôler la Palestine au départ des Britanniques, et le poids des organisations juives américaines pour la réélection de Truman est déterminant. Les Soviétiques voient quant à eux dans le départ des Britanniques un moyen d'en limiter les visées impérialistes dans la région.

Les propositions pour un État fédéral sont systématiquement repoussées par l'Agence juive, et les traits d'un partage se dessinent. Définissant les futurs états de taille à peu près égale, la proposition fait montre cependant d'un déséquilibre flagrant en faveur du futur État juif: alors que les Juifs représentent moins d'un tiers de la population et possèdent moins de 6% de la terre, ils se voient attribuer 57% du territoire total de la Palestine, 80% des terres céréalières et 40% de l'industrie de Palestine. Commencés avant le vote du partage, les affrontements se généralisent à l'ensemble du territoire palestinien. En 1947, la proposition de partage est entérinée lors du vote à l'Assemblée générale des Nations Unies, le 29 novembre (résolution 181).

LA PROCLAMATION DE L'ÉTAT D'ISRAËL

Le 1er avril 1948 le Conseil de Sécurité convoque une assemblée générale de l'ONU qui adopte la proposition américaine d'une trêve face à la recrudescence des troubles. Cette proposition est acceptée par les palestiniens. Mais la Haganah (armée israélienne) qui a appelé à la mobilisation générale dès le 6 mars, lance le 4 avril 1948 le plan Dalet (nom de code du plan de conquête) élaboré par l'état major de la Haganah. La 1ère guerre de Palestine commence donc en Avril, et non le 15 Mai. Les palestiniens sont écrasés. La prise de la majorité des territoires réservés aux palestiniens dans le cadre du plan de partage de l'ONU est la cause de l'entrée des armées arabes en Palestine. La confusion entre la 1ère guerre de Palestine et la 1ère guerre israélo arabe n'est pas neutre. Elle vise à présenter cette guerre comme la défense des juifs de Palestine contre une invasion extérieure, les juifs de Palestine y faisant figure de victime ne faisant rien d'autre que se défendre.

Le 14 mai 1948, sir Alan Cunningham, le septième et dernier haut commissaire britannique en Palestine, s'embarque à Haïfa. Le jour même, l'État d'Israël déclare son indépendance. L'État arabe, prévu lui aussi par l'ONU, ne voit pas le jour. La spirale fatale des conflits israélo-arabes commence.

Le 15 mai, au matin, les armées de Transjordanie, d'Égypte et de Syrie, aidées de contingents libanais et irakiens, entrent en Palestine.

Les affrontements, en fait, ont débuté fin 1947: au lendemain de l'adoption par l'Assemblée générale des Nations unies, le 29 novembre, du plan de partage de la Palestine, c'est une véritable guerre qui s'engage entre Palestiniens et Juifs. Du côté palestinien, on refuse le partage et donc la création d'un

État juif. Du côté juif, si l'on accepte la décision de l'ONU, on espère cependant l'«améliorer» au profit d'Israël qui pourrait occuper tout ou partie de l'État arabe, le reste revenant à la Transjordanie. C'est également l'objectif de Londres, qui mise sur le roi Abdallah pour maintenir sa propre influence sur la région - Londres a donc donné son feu vert à l'accord négocié sur cette base par Golda Meir avec lui.

Jusqu'en mars 1948, les combats tournent plutôt à l'avantage des Palestiniens et de leurs renforts de l'Armée arabe du secours: ils interrompent les voies de communication, encerclent des colonies juives et isolent de grandes villes, dont Jérusalem. Mais, fin mars, alors que l'on compte déjà 2.000 morts, les forces juives reprennent l'offensive. De véritables massacres se produisent, dont le plus célèbre ensanglante le petit village de Deir Yassine, où les hommes de Menahem

Il passe de 14. 000 à près de 21.000 kilomètres carrés, obtenant notamment toute la Galilée, un couloir vers Jérusalem et le Néguev, jusqu'au port d'Eilat sur la mer Rouge. L'État arabe, lui, n'a pas vu le jour, Israël et la Transjordanie s'étant partagé la Cisjordanie, tandis que Gaza tombait sous la tutelle de l'Égypte. Mais surtout, 750.000 à 800.000 Palestiniens ont dû quitter leurs foyers. Comme le montrent les travaux des «nouveaux historiens» israéliens, cet exode, loin d'avoir été déclenché par des appels arabes à la fuite - il n'en existe nulle trace -, résulta des combats eux-mêmes, au fil desquels s'affirma, du côté israélien, une politique d'expulsion de la population palestinienne. Cette détermination se prolongera, à la fin de la guerre, par la destruction des villages arabes, ou l'implantation en leur sein de nouveaux immigrants juifs, ou bien encore la répartition de leurs terres entre les kibboutzim environnants.



Begin assassinent, le 9 avril 1948, 250 habitants, créant du même coup une panique qui gagna toute la communauté arabe de Palestine. La Haganah, l'organisation armée juive de l'époque, dégage la route de Jérusalem, et s'empare de Tibériade, Haïfa, Safed. Jaffa tombe le 12 mai, deux jours avant la proclamation de l'indépendance d'Israël.

Devenues «Forces de défense d'Israël» (Tshal), les troupes juives bénéficient d'un commandement unique, d'effectifs doublés grâce à une mobilisation exceptionnelle, et surtout d'armes lourdes en provenance notamment, grâce à un pont aérien, de la base tchèque de Zatec. Les accords d'armistice signés par Israël et ses différents adversaires, du 23 février au 20 juillet 1949, entérinent l'agrandissement d'un tiers de l'État juif tel que le plan de partage en avait défini les frontières.

LA GUERRE DES SIX-JOURS

À partir de 1960, une succession d'événements contribue à faire monter la pression entre Israéliens et Palestiniens, notamment le détournement d'une partie des eaux du Jourdain. D'autre part, Israël traverse entre 1965 et 1967 une grave crise économique. La guerre de 1967, dite «des Six-Jours», qui oppose une nouvelle fois Israël à ses voisins arabes, est en réalité préparée par l'État hébreu cinq ans auparavant.

Dans le contexte des provocations verbales de Nasser, l'incertitude gagne les populations tant israélienne qu'arabe. Alors que les Syriens craignent une intervention sur leur sol de l'Etat hébreu, Nasser réaffirme la force et l'unité arabe en bloquant le golfe d'Aqaba

(5% du commerce d'Israël se faisait par le port d'Eilat). Il ne mesure pas les conséquences de cet acte, considéré comme casus belli par Israël.

Les forces israéliennes rentrent en action le 5 juin et clouent en quelques heures l'aviation égyptienne au sol. Malgré lui et sous la pression populaire, le roi Hussein fait entrer la Jordanie dans le conflit, quidevient une cuisante défaite pour les nations arabes. Israël occupe à l'issue de la guerre toute la péninsule du Sinaï, la Cisjordanie, ainsi que le plateau du Golan syrien. Les efforts stratégiques sur ce dernier, contrairement à la version longtemps officielle, étaient davantage de récupérer de nouvelles terres pour les kibboutz israéliens que de mettre un terme aux attaques syriennes depuis la frontière. C'est à cette époque que le sentiment de toute puissance de l'état d'Israël atteint son apogée.

La défaite de 1967 amène 200.000 nouveaux réfugiés dans les camps de Jordanie, de Syrie ou du Liban. L'intransigeance du premier ministre israélien Golda Meir bloque tout accord pendant de nombreuses années, notamment sur le Sinaï. La même année, Jérusalem-Est est annexé par Israël. En Cisjordanie, les Palestiniens sont maintenant sous l'occupation israélienne, après la période jordanienne qui, malgré ses contraintes, leur avaient permis de développer l'éducation, les structures d'urbanisation et d'habitation dans une bien plus grande mesure que les Arabes en Israël.

C'est dans cette période que les mouvements palestiniens prennent de l'importance. À l'origine, l'OLP (Organisation de libération de la Palestine), créée en 1964, était une tentative des dirigeants des régimes arabes du Moyen-Orient de contrôler les aspirations nationalistes palestiniennes. De petits mouvements s'opposaient déjà. Le Fatah, fondé par Arafat en 1959, voulait maintenir une lutte en Palestine alors que le Mouvement nationaliste arabe de Georges Habache (qui dirigera plus tard le FPLP) avait en théorie l'autre objectif d'évincer les régimes arabes. Par ses coups d'éclat, comme la bataille de Karameh en 1968, le Fatah parvient à prendre la direction de l'OLP. Accepter Yasser Arafat à la tête de l'OLP est un moindre mal pour les dirigeants arabes qui craignent davantage les mouvements susceptibles de renverser leur régime.

SEPTEMBRE NOIR

Agissant depuis la Jordanie, les fedayin (combattants palestiniens) menacent le pouvoir du roi Hussein. Le FPLP se lance quant à lui dans de spectaculaires attaques terroristes. La présence des milices palestiniennes sur le sol jordanien, l'hostilité avouée de cer-

taines d'entre elles comme le FPLP à l'autoritarisme du régime politique ainsi que le soutien qu'elles recueillent des réfugiés, amènent le roi Hussein à précipiter les choses et à écraser en septembre 1970 ces groupes armés. La répression, nommée Septembre noir, fait vraisemblablement près de 3.500 victimes; les Palestiniens sont expulsés vers le Liban et la Syrie.

Même si la direction des mouvements palestiniens assure au Liban de ne pas se mêler de ses affaires intérieures, une menace est perçue lors de manifestations et de grèves à partir de 1973. Les fedayin et des Libanais pauvres s'assemblent en groupes armés et, après des intimidations comme celle de Saïda en février 1975, la droite libanaise ordonne une répression de prévention, qui tourne rapidement à la guerre civile.

L'INVASION DU LIBAN SABRA ET CHATILA

Après une première percée au Liban, qui avait créé un front dit «de sécurité», Israël s'engage en 1982 dans une véritable campagne de conquête qui débouche sur Beyrouth. Accompagnée du bombardement de tout le sud du pays, la guerre fait, selon les sources, entre 10.000 et 30.000 morts.

Si l'objectif d'Israël de «nettoyer» Beyrouth de l'OLP est atteint, puisque celle-ci est contrainte de quitter son quartier général sous la protection d'un contingent international, la tentative de mettre à la tête de l'état libanais un pouvoir qui soit lié à Israël échoue. En effet, après l'assassinat de Bechir Gemayel, son frère Amine devenu président préfère les garanties syriennes au rapprochement israélien.

Mais un événement retentissant marque un tournant de l'opinion internationale et même des Israéliens eux-mêmes sur les desseins de cette guerre. En septembre 1982, un massacre à Sabra et Chatila, deux camps de réfugiés palestiniens, est opéré par les phalangistes d'extrême droite de Bechir Gemayel, sous la protection de l'armée israélienne et du général Ariel Sharon. Plus de 1.000 personnes y sont massacrées. Sous les pressions des nations occidentales, Israël doit faire marche arrière.

Un contingent international remplace les troupes israéliennes pour un temps, avant de se retirer après une série d'attentats faisant chez les soldats américains et français des centaines de morts.

LA PREMIÈRE INTIFADA

Ce sont finalement les Palestiniens «de l'intérieur» qui vont reprendre la lutte contre l'oc-

cupation, par le déclenchement de l'Intifada, le «soulèvement». C'est le 7 décembre 1987 qu'un accident de la circulation - une collision entre un véhicule israélien et un taxi collectif palestinien, dont deux occupants meurent - met le feu aux poudres. Deux jours plus tard, les premiers affrontements se produisent entre jeunes Palestiniens et soldats israéliens, dans le camp de Jabalya. En une semaine, l'insurrection s'étend à l'ensemble de la bande de Gaza et de la Cisjordanie, malgré l'état de siège décrété par les autorités d'occupation. Surpris, le gouvernement israélien se fixe en effet, toutes tendances confondues, une seule priorité: «mater la subversion», selon l'expression du ministre de la Défense, Itzhak Rabin.

À l'escalade des manifestations, des grèves et des heurts répondra donc, pour tenter de la stopper, une spirale répressive. L'armée multiplie les couvre-feu, tire sur les adolescents qui la narguent, les «passe à tabac», en arrête des dizaines de milliers et en interne des milliers, n'hésite pas devant les «mauvais traitements» lors de ses raids contre des villages ou dans les prisons, expulse plusieurs dizaines de Palestiniens, etc. Ouvertement contraire aux dispositions de la Convention de Genève, ce cours violent heurte les opinions, y compris juives, qui, à travers le monde, se montrent sensibles aux images abondamment diffusées par les grands médias.

Bilan chiffré, un an après le début de la révolte: 400 morts, 25.000 blessés, 6.000 prisonniers - soit, avec les 4.000 précédents, un total de 10.000 détenus pour une population de 1,7 million d'habitants. Cet exceptionnel déploiement de force n'a cependant pas raison des insurgés.

Née spontanément, comme tous les observateurs, israéliens compris, l'indiquent, d'un cocktail explosif - misère des bidonvilles, chômage massif, humiliation du sentiment national et répression quotidienne -, la «révolution des pierres» est rapidement encadrée. Les comités populaires locaux organisent le combat de rue - sans armes à feu - contre l'armée israélienne, mais aussi le ravitaillement, l'enseignement, le suivi médical, les principaux services. Autonomes, les comités locaux se retrouvent parallèlement dans une «Direction unifiée» où cohabitent, relativement unis malgré leurs divergences, le Fatah de Yasser Arafat, le Front populaire de Georges Habache, le Front démocratique de Nayef Hawatmeh et le Parti communiste palestinien - à l'exclusion du Mouvement de la résistance islamique, baptisé, d'après ses initiales, Hamas (en arabe, zèle). Seule cette dernière tendance se situe en dehors du consensus politique de l'Intifada: créer un État palestinien indépendant en Cisjordanie

et à Gaza, l'État d'Israël revenant à ses frontières d'avant la guerre des Six-Jours en 1967.

La situation s'éclaircit lorsqu'en 1988, la Jordanie renonce définitivement à toute souveraineté sur la Cisjordanie. L'OLP reconnaît en novembre 1988 les résolutions des Nations unies 181 (partage de la Palestine), 242 et 338 (reconnaissance de l'État hébreu et retrait des forces juives des Territoires occupés) et renonce définitivement au terrorisme. Un «État» palestinien est proclamé, que reconnaissent 90 pays. Les États-Unis acceptent le dialogue avec l'OLP et Arafat déclare «caduque» la charte de son mouvement en 1989. Israël refuse néanmoins les compromis américains et l'Intifada se prolonge jusqu'en 1993.

LES ACCORDS D'OSLO

La conférence de Madrid en octobre 1991 amène pourtant le retour en force de l'OLP qui dirige la représentation palestinienne. Le dialogue est amorcé et Shamir perd sur de nombreux points le soutien des Américains, avant de perdre les élections et de laisser la place à Rabin. Lors de la campagne, les discours racistes de la droite ont finalement lassé une opinion prête au dialogue avec les Palestiniens.

Des négociations secrètes à Oslo débouchent sur un accord signé à Washington le 13 septembre 1993: en échange de la reconnaissance de l'État hébreu, Israël reconnaît l'OLP comme représentant du peuple palestinien, et fixe le but immédiat des deux protagonistes, «établir une autorité intérimaire palestinienne de l'autonomie, le conseil élu pour les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, pour une période transitoire de cinq ans menant à un arrangement permanent fondé sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU».

Principaux points de la Déclaration de principes :

* l'élection, par les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, d'un Conseil palestinien pour gérer l'autonomie pendant une période transitoire de cinq ans;

* le transfert de pouvoirs au Conseil, qui aurait autorité en matière d'éducation, de culture, de santé, d'affaires sociales, de taxation directe et de tourisme, et établirait une puissante force de police, Israël conservant la responsabilité de la défense et de la sécurité globale des Israéliens établis dans les Territoires;

* le retrait et le redéploiement des forces israéliennes en Cisjordanie et à Gaza;

* la mise en place d'une coopération dans les domaines de l'eau, de l'électricité, des finances, des transports, du commerce, de

l'industrie, de la recherche, des affaires sociales, de la protection de l'environnement et des médias;

* la tenue dès le début de la troisième année de la période intérimaire de négociations sur le statut final, devant aborder les problèmes de Jérusalem, des réfugiés, des frontières et des relations avec les pays voisins.

Le retard pris dans l'application de cet accord, dit d'Oslo 1, sera très important.

Les accords de Taba, dits aussi accords d'Oslo 2, ont été signés à Washington le 28 septembre 1995. Ils consacraient l'extension de l'autonomie en Cisjordanie, y prévoyaient les modalités de redéploiement de l'armée israélienne, et prévoyaient d'autre part l'organisation des premières élections «nationales» palestiniennes.



WYE PLANTATION, CHARM-EL-CHEIKH, CAMP DAVID...

L'accord dit «Memorandum de Wye River» ou «de Wye Plantation» a été conclu le 23 octobre 1998 entre le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et le président de l'Autorité palestinienne Yasser Arafat. Il visait à relancer et achever la mise en oeuvre des Accords d'Oslo 2, interrompue peu après l'arrivée au pouvoir en Israël de M. Netanyahu, ainsi qu'à permettre la reprise des négociations sur le statut final des Territoires palestiniens.

Cet accord prévoyait un redéploiement de 13% de la Cisjordanie, mais ne fournissait aucune garantie sur l'arrêt de la colonisation, ni sur le troisième retrait militaire, ni sur la libération des prisonniers; la lutte antiterroriste est placée sous la direction de la CIA.

Atermoiements, ratification assortie de nouvelles conditions, le processus de Wye River restera bloqué jusqu'à la mise en place le 1er juillet 1999 du nouveau gouvernement israélien dirigé par le travailliste Ehoud Barak.

Après des semaines de négociations difficiles, une version révisée de l'accord de Wye River est signée par Ehoud Barak et Yasser Arafat à Charm-el-Cheikh sur les bords de la Mer

Rouge le 5 septembre 1999. Selon les termes de ce nouvel accord, Israël doit entamer immédiatement un retrait en trois étapes de 11% supplémentaires de la Cisjordanie et libérer 350 prisonniers politiques, un accord-cadre doit entrer en vigueur le 13 février 2000, et un accord de paix final doit être signé le 13 septembre 2000, réglant les questions plus épineuses, celles entre autres de Jérusalem et de la création de l'État palestinien.

Comme c'est devenu la règle, la date du 13 février est passée sans accord-cadre, mais aussi sans que le gouvernement d'Ehud Barak n'applique intégralement sa part des accords de Charm-el-Cheikh. Mis au pied du mur par la décision palestinienne de proclamer unilatéralement un État indépendant le 13 septembre, Washington réagit en invitant Yasser Arafat et Ehud Barak à se rencontrer à partir du 11 juillet dans la résidence présidentielle d'été, Camp David, dans l'espoir d'aboutir à un accord sur les questions de fond qui ont alimenté un demi-siècle de conflits entre Israéliens et Palestiniens.

Quatorze jours plus tard, les négociateurs palestiniens, israéliens et américains se séparent sans accord. Les points d'achoppement sont multiples :

* le statut de Jérusalem, de loin le dossier le plus explosif. Le blocage est total, les deux parties ayant même refusé le compromis américain: la division de la vieille ville en trois secteurs, l'un sous contrôle israélien, le deuxième sous contrôle palestinien sans souveraineté, le dernier placé sous l'autorité administrative des Palestiniens, à l'exception de la gestion de la sécurité.

* la taille du futur État palestinien. Yasser Arafat exige, lui, un retrait total d'Israël des territoires occupés depuis 1967. Les Israéliens ne sont prêts à céder que 85 à 92 % de la Cisjordanie (hors Jérusalem), plus Gaza, et veulent annexer les secteurs de la Cisjordanie où sont installés plus de 80 % des 170 000 colons juifs.

* les réfugiés palestiniens que les guerres de 1948 et de 1967 ont chassés de chez eux; ils sont 3,5 millions. Yasser Arafat demande la reconnaissance par Israël du retour chez eux des Palestiniens dispersés en Cisjordanie, à Gaza, en Jordanie, au Liban et en Syrie. Israël fait de son côté des propositions floues où se mêlent réunification des familles, compensations financières et conférence internationale pour prendre la mesure du problème et éventuellement le régler.

* la démilitarisation du futur État palestinien: Yasser Arafat juge irrecevables les exigences israéliennes selon lesquelles le futur État palestinien n'aurait pas d'armée et ne pourrait conclure aucune alliance militaire avec d'autres pays.

Témoignage de retour de mission

Abécédaire d'une colonisation

Ceci est un témoignage de l'un des membres de la 9ème missions initié par le CCIPPP (Campagnes civiles internationales pour la Protection du Peuple Palestinien) présent en Israël Palestine entre le 17 et le 24 Février 2002. Cette mission avait la particularité d'être à l'initiative de l'Association des Travailleurs Maghrébins de France et de l'Union Juive Française pour la Paix. Ce texte n'a pas la prétention de relater une stricte analyse militante froide et objective. C'est au contraire un texte plein d'émotion et de sentiments

A comme APARTHEID : Même dans les milieux dits progressistes, vu d'ici, on a beaucoup glosé sur le sommet de Durban en Afrique du Sud et sur la qualification d'Israël comme un Etat d'Apartheid. On sait maintenant que les ONG réunies n'ont pas eu de mal à se mettre d'accord sur ce qualificatif alors que le texte final des Etats n'y fait aucune allusion. Lorsqu'on est confronté à la réalité des territoires occupés, il n'y a pas d'autre mot pour qualifier la situation. Les territoires sous autorité palestinienne, en réalité sous occupation, sont des confettis, des lambeaux de terre qui rappellent les bantoustans, quadrillés par des colonies et des routes de contournement inaccessibles aux palestiniens parce que réservées aux colons. Ce que même le régime d'Apartheid d'Afrique du Sud n'avait jamais osé faire. La situation des palestiniens d'Israël est encore pire, car ce sont véritablement des citoyens de troisième zone. 480 villages arabes ne sont pas reconnus par Israël et ne reçoivent pour ces motifs aucune dotation de l'Etat, n'ont ni eau, ni électricité. Les autres villes et villages arabes sont eux traités de manière discriminatoire par le pouvoir central et reçoivent de ce fait des aides étatiques moins importantes que les autres localités. Le prétexte avancé est que ces villages ne sont pas juifs (ici, l'Etat est juif et finance donc le culte) et qu'ils ne sont pas confrontés aux problèmes de sécurité (sic !). Les arabes d'Israël représentent 20% de la population et leur présence à des postes de responsabilité dans l'administration ou dans les entreprises publiques est insignifiante alors qu'ils sont globalement plus diplômés que leurs concitoyens juifs. Enfin, même entre juifs, les séfarades (juifs orientaux) et les falashas (éthiopiens) subissent des discriminations par rapport à leur coreligionnaires ashkénazes (juifs occidentaux)... Et pendant ce temps-là, on continue de nous servir la propagande de "l'unique Etat démocratique de la région".

B comme BOMBARDEMENTS : L'enfer au quotidien. Il y a eu tout d'abord cette pre-

mière nuit à Gaza-ville, où nous avons été réveillés par un vacarme d'origine inconnue à nos oreilles. En sortant dans la rue, les gens nous ont accueillis pour nous rassurer, en nous précisant les cibles visées en fonction de la trajectoire du feu craché par les F16 (avions américain). Ma première réaction est de se demander pourquoi il n'y avait pas de riposte. Dans mon ignorance (même pour un initié), je n'avais pas réalisé que les accords d'Oslo n'autorisaient pas les palestiniens à se doter d'une armée et donc d'armement, mais de simples forces de police dépourvues de tout.

Il y a eu également ces deux scènes surréalistes d'hélicoptères Apache (américains) à Deir El Balah et à Khan Younés. Ils arrivent dans le ciel, font des rondes, repartent puis reviennent, se mettent en position stationnaire et se mettent à cracher des roquettes sur des quartiers résidentiels sans être le moins du monde inquiétés. La besogne terminée, ils rebroussement chemin. De retour aux camps, on nous apprend qu'il y a eu des morts. En nous rendant sur les lieux de ces bombardements, comme partout dans la bande de Gaza, nous avons été choqués de ne jamais rencontrer un seul journaliste occidental et nous avons croisé un seul diplomate norvégien après l'attaque du siège de l'Autorité palestinienne à Gaza-ville.

Depuis que je suis rentré, il ne se passe pas une nuit sans que je me réveille avec ce vacarme dans ma tête, et j'ai gardé un arrière-goût de cendres dans ma gorge dont j'arrive seulement maintenant à me débarrasser petit à petit.

C comme CHECK-POINT : S'il ne devait rester qu'un mot de notre périple, ce serait celui-là. Il est assimilé au quotidien des palestiniens qui le désignent, ironie palestinienne, par son nom en hébreu. Un check-point est un no man's land barré à un certain niveau par des blocs de béton et longé par des corridors. Des soldats -toujours jeunes- paradent en jouant les Rambo, surarmés, surexcités, la peur au ventre certainement. Des centaines

de voitures, de camions, parfois des ambulances, des adultes, des enfants et mêmes des écoliers. Il ne faut surtout pas prévoir le temps qu'on va y passer (ça dure généralement quelques heures), ni la façon dont ça risque de se passer (très mal parfois, c'est-à-dire se faire arrêter ou se faire tirer dessus). Ici, les militaires décident de l'emploi du temps et des vies des palestiniens en fonction de leur humeur, des événements, des ordres et de leur humanité ou de leur absence d'humanité. Et puis parfois, on décide de fermer sans raison apparente. Sur ces check-points, les palestiniens ont appris à être patients; une patience admirable à voir et qui a le don d'énerver les soldats. Mais, il ne faut pas se tromper ! C'est ici que la haine palestinienne est nourrie par les vexations, les humiliations, le déni du droit élémentaire d'être un homme qui ne plie pas, qui refuse de se mettre à genoux. On y a assisté à des fouilles humiliantes. On y a rencontré des vieillards à qui on refusait le passage alors qu'ils avaient des convocations à l'hôpital en bonne et due forme. On y a vu des jeunes gardés sous le soleil pendant des heures. D'autres étaient ligotés, les yeux bandés, jetés par terre au milieu d'une flaque de sang. Et puis, il y a ce check-point de Netzarim qui était fermé à notre arrivée. Pour pouvoir passer, les gens longeaient la plage. Un spectacle tragique qui m'a rappelé, moi qui vient de Normandie, ces images d'exode des Normands sous occupation nazie : des colonnes de femmes et d'hommes de tous âges, obligés de marcher sur le sable, avec des baluchons et des bébés dans les bras. Une dernière chose : on peut contourner les check-points, mais cela prendra des heures de marche pour un trajet direct de quelques centaines de mètres. Si on invoque la sécurité pour justifier cette humiliation au quotidien, on nous ment : les palestiniens comme les israéliens qui le désirent (parce que interdits par leur gouvernement d'accéder aux territoires occupés) savent très bien par où passer quand ils le veulent.

D comme DESTRUCTIONS : Cela concerne les habitations, mais aussi les cultures, les oliviers et les arbres centenaires. Décision arbitraire par excellence, prise par l'armée sans aucune forme de procès et souvent justifiée par des raisons sécuritaires. Elle a bon dos la SEKKURITE ! La vraie motivation est l'extension des colonies ou la construction des routes de contournement. Nous l'avons vérifié à deux reprises. Une première fois à Beit Lahia, au Nord de la Bande de Gaza, chez des agriculteurs qui vivent sous couvre-feu toutes les nuits lorsque les chars, les bulldozers et les tracto-pelles entrent en scène pour tout arracher. Le lendemain, tout le village est à pied d'œuvre pour replanter. Ici, on produit les meilleures fraises de la région. A proximité des colonies du Nord. Une insulte. La deuxième fois, c'était à Deir El Balah, où 20 maisons devaient être détruites. Nous nous y sommes rendus pour nous interposer et donner le temps aux juristes du Centre Palestinien des Droits de l'Homme pour préparer la riposte auprès de la Cour Suprême. Trois maisons étaient déjà détruites. Parmi celles qui étaient menacées, certaines n'étaient même pas achevées. Un débat sur-réaliste s'est engagé avec des soldats par-dessus des barbelés. L'officier considérait que les villageois -qui nous avaient accompagnés- étaient tous des terroristes, point barre ! En arrière plan, une colonie trône. Il manque à peu près deux kilomètres pour boucler la route de contournement menant à la colonie. Circulez ! ... A une amie juive qui essayait de "raisonner" cet officier en lui rappelant, dans sa langue, la mémoire de son peuple et les vexations qu'il a vécues et qu'il était en train de faire subir aux palestiniens, celui-ci lui a clairement signifié qu'elle ne pouvait se prétendre de cette mémoire tant qu'elle était du mauvais côté : ils ont entrepris de détruire également cette mémoire lorsqu'elle exprime sa solidarité avec l'opprimé.

E comme ENFANTS : J'ai osé poser une question à Raji Sourani, emblématique directeur du Centre Palestinien des Droits de l'Homme, sur la condition des droits de l'enfant dans les territoires occupés. En me taquinant, il m'a répondu de manière sibylline : ils vont bien. Plus sérieusement, Raji a évoqué sa petite fille, qui fait partie des privilégiés de Gaza, habite un quartier chic, vit protégée dans un milieu qui lui a appris la tolérance et l'amour de l'Autre, reçoit chez elle des amis israéliens de la famille qui la couvrent de cadeaux. "Même cet enfant, me dit-il, lorsque la répression s'accroît sur les palestiniens, avec son lot de victimes et de malheurs, et que l'un de ces amis israéliens téléphone pour coordonner l'action en justice avec papa, elle refuse de parler à son interlocuteur et me supplie de couper court à notre communication." En me disant cela, cet homme solide comme un roc avait les larmes aux yeux.

Un autre témoignage m'a été livré par Imad, habitant des camps de réfugiés, notre chauffeur de bus à Gaza, qui m'a raconté que son bébé d'un mois avait déjà acquis le réflexe de se boucher les oreilles et de se blottir dans les bras de ses parents au moment des bombardements. "Quel jeune enfant deviendra-t-il ?", a-t-il conclu.

Plus de 400 enfants ont été tués par les soldats depuis un an et demi et des centaines d'autres resteront handicapés à vie : ils n'ont pas eu pitié pour leur enfance. Je n'oublierai jamais les sourires et les rires de tous ces enfants que j'ai croisés partout et particulièrement ceux des camps. Ils sont l'avenir du futur Etat et se font un devoir de réussir à l'école; ce qui n'empêche pas la résistance. Mon souhait le plus cher est de les revoir revenus à une vie normale d'enfant lors d'un prochain déplacement dans leur pays libéré ?



F comme FIERTÉ : Un peuple fier et digne. Fier de son histoire, de sa culture, de ses traditions, de sa résistance. Digne dans la douleur, dans l'indifférence du monde dit démocratique et celle des régimes arabes supposés être frères et alliés. Tout au long de ce séjour, je puis affirmer ici que je n'ai pas vu un seul mendiant, une seule personne couchant dehors, un seul enfant tendre la main ou quémandant un quelconque objet. Lorsque l'un des membres de la mission croyait faire un geste de solidarité en surpayant un produit acheté à un commerçant ou en faisant une offrande à un enfant, le refus auquel il butait était presque agréable à voir. Bien des peuples dits indépendants ne sauraient en dire autant.

G comme GAZA ou comme GHETTO : Une grande prison à ciel ouvert de 45 km de long sur 10 km de large. Entièrement ceinturée au

Nord et à l'Est par une frontière électrifiée qui déclenche automatiquement le tir d'une roquette française appelée "fléchette" (composée en réalité de 14000 fléchettes) en cas de franchissement, capable de tuer toute personne se trouvant dans un périmètre équivalent à un stade de football. La frontière Ouest est constituée par la Méditerranée, la "Mare Nostrum" des Romains, la "Mer Blanche du Milieu" des Arabes, où les pêcheurs palestiniens ne peuvent s'aventurer au-delà de 300 mètres des côtes; et encore, lorsque cela est autorisé. Ce qui fait que le poisson coûte plus cher à Gaza qu'à New York ! La frontière Sud jouxte l'Egypte avec un seul point de passage où stationnent des chars israéliens qui pointent leurs canons sur le camp de Raffah, alors que les égyptiens leur tournent le dos. Gaza, avec ses multiples camps de réfugiés, quid-tient le record de densité de population au monde avec ses 1,3 millions d'habitants.

Gaza, où vivent 5000 colons (protégés par autant de soldats) sur 42 % du territoire (les plus fertiles, il va de soi). Gaza où le revenu par habitant est de 800\$ comparés aux 18000\$ en Israël. Gaza, barrée par 45 check-points qui font qu'il ne faut plus parler de la bande de Gaza mais plus précisément des bandes de Gaza. Ce scénario de ghetto géant était le dessein d'un certain Général Sharon, commandant de la zone Sud. Aujourd'hui, il est premier ministre d'Israël. Gaza, avec ses 63% de taux de chômage. Gaza, dépouillée même de ses nappes phréatiques au profit d'une poignée de colons qui consomment 17 fois plus d'eau que l'ensemble du reste de la population.

Il paraît que dans la Torah, il est dit que Gaza a reçu la malédiction des Dieux. On prête cet aveu à Y. Rabin : "je rêve du jour où je me réveillerai et apprendrai que Gaza a été inondée par les eaux de la mer." De fait, Gaza ne

représente apparemment aucun enjeu ni idéologico-confessionnel, ni de survie pour l'Etat d'Israël. Et pourtant, ils y demeurent et affament, détruisent, incendient, terrorisent la population de ce territoire magnifiquement beau.

H comme HUMILIATION : érigée en système et en politique délibérée. On ne peut le percevoir d'ici, mais la véritable guerre menée par Israël est psychologique. Humilier, toujours humilier et encore humilier pour faire sentir à l'autre qui est le maître, telle semble être l'obsession de cet Etat. Dans tous les actes de la vie quotidienne, comme dans des affaires plus importantes. La négation de l'Autre, le palestinien, sa déshumanisation, son mépris sont des objectifs en soi. Et tous les moyens sont bons pour y parvenir. N'est-ce pas le président de l'Etat d'Israël qui a déclaré que les palestiniens étaient des êtres

apporter à tous ceux qui veulent faire croire que ce conflit est ethnique ou confessionnel. Notre mémoire judéo-arabe multi-séculaire est ancrée dans nos cœurs, et nous ne laisserons personne la souiller. Surtout pas un criminel de guerre en exercice. Nous le crions haut et fort : la frontière ne passe pas entre le "Bien" et le "Mal", entre les arabes et les juifs, entre l'Islam et le Judaïsme, mais bien entre le droit et le déni de droit, entre la justice et le déni de justice, entre la liberté et la colonisation. Ici. Maintenant. Et partout ailleurs.

J comme JUSTES : Admirables résistants que ces dizaines d'israéliens rencontrés lors de ce séminaire à Nazareth, malgré l'opprobre que jette sur eux une société israélienne qui se droitise de plus en plus. On les qualifie souvent de mouvement pacifiste; eux préfèrent se déclarer anti-colonialistes. Ce sont des



inférieurs ! Il est plus que regrettable que des descendants des victimes de la Shoah usent des mêmes procédés que leur bourreaux pour dénier l'Autre dans son humanité. L'Histoire en jugera.

I comme IMMIGRATION : Durant notre séjour, Sharon, recevant une délégation de juifs américains a regretté la montée de l'antisémitisme en France et a déclaré que tous les préparatifs étaient en cours pour faciliter l'émigration massive des juifs de France en Israël. Il signifiait clairement que les juifs étaient menacés par les arabes de France. Qu'il se trompe d'analyse, cela le concerne et ressemble bien à l'incurie du personnage. Mais qu'il déclare la guerre civile ouverte en France semble être un acte grave de la part d'un chef d'Etat étranger (mais, mérite-t-il ce titre ?). Notre mission, composée de juifs et d'arabes français, est la meilleure réponse à

justes, des "porteurs de valises". Ils revenaient d'une manifestation organisée la veille pour ouvrir un barrage autour de Jérusalem afin de permettre à des villageois de rejoindre leurs pour fêter l'Aïd El Kébir. Les militaires et la police ont chargé et certains d'entre eux portaient encore des séquelles de cette agression sauvage. Ils ont besoin de nous et les palestiniens ont besoin d'eux. Et puis, non ! c'est nous qui avons besoin des uns et des autres pour nous rassurer sur ce qui nous reste d'humanité et sur notre capacité d'indignation. Salut à vous, mes cousins. Vous êtes la fierté et l'honneur de ce pays.

K comme KHAN YOUNES : Un camp de réfugiés tristement célèbre. Un état de désolation indescriptible. La misère la plus noire y côtoie l'espoir le plus prometteur. Malgré l'intervention du Consulat de France dont l'une des responsables s'est vue raccroché le téléphone

au nez par son interlocuteur israélien, nous avons été refoulés la veille par l'armée parce qu'elle avait décrété le bouclage total depuis quatre jours. Des palestiniens étaient ainsi bloqués depuis quatre jours, à 7 km du check-point qui barre l'accès et, pour certains, couchaient à la plage après une journée de labeur. En attendant qu'ils veuillent bien rouvrir... Notre programme devait nous permettre de rencontrer des associations qui œuvrent sur place à l'amélioration des conditions d'existence de la population et particulièrement des enfants et des jeunes. Nous n'avons pu y entrer que le lendemain.

Khan Younes est situé sur une colline. Au large, le bleu magnifique de cette Méditerranée que je continue de respirer depuis mon exil en France il y a maintenant vingt ans et qui permet à tout méditerranéen de tenir. Les israéliens ont décidé de barrer cette vue de la vie à la population de ce camp -pas encore suffisamment punie, selon eux- en érigeant un mur haut d'une vingtaine de mètres, surplombé de miradors impressionnants. Je croyais naïvement ce qu'on me disait : il n'y a plus de mur après l'effondrement de celui de Berlin. En face du Mur, un spectacle de désolation : sur une profondeur d'un kilomètre, tous les bâtiments sont détruits. Et derrière, encore plus en profondeur, tous les autres sont criblés de balles. Des amoncellements de gravats, des cendres et de la poussière. Et puis, là, éparpillés sur des kilomètres, des jouets d'enfants, des ustensiles de cuisine, une chaussure, un tablier d'écolier, et, et, et, ... L'horreur! Jamais, je n'ai jamais ressenti une telle désolation et en même temps une telle impuissance. La rage au ventre, j'ai tout d'un coup eu une pensée pour mon fils à ce moment-là; ce qui m'a permis de ne pas "péter les plombs". Et je me suis rappelé qu'il faisait une collection de sable, de la terre du monde. J'ai ramassé un peu de sable mêlé à quelques cailloux. Cette terre est plus précieuse que toutes les autres.

C'est ici qu'on a assisté à l'arrivée des hélicoptères qui tiraient sur le camp voisin de Rafah en toute quiétude. Nous avons cheminé le long du mur. Au bout, un terrain de foot juste au pied de bunkers qu'on devine bourrés de soldats. Des jeunes contemplaient la scène du bombardement. Une fois les hélicoptères repartis, ils nous voient arriver. Interpellations, présentations, mots de bienvenue aux français, juifs et arabes ensemble. Ils invitent les hommes de la mission à disputer un match de foot. Les jeunes chambraient les moins jeunes. J'ai choisi de jouer avec les palestiniens et j'engueulais l'avant-centre qui n'arrivait pas à mettre au fond les centres que je lui adressais. Les femmes s'échangeaient leur prénom, des petits mots et des dessins. Les rires fusaient. La vie avait repris le dessus

L comme Littoral : Le pêcheur palestinien n'a pas le droit de s'éloigner de plus de 300 mètres du rivage, au risque de se faire tirer dessus et couler par les vedettes rapides de Tsahal. Le prix du poisson au marché de Gaza est donc 3 fois plus cher qu'à Rungis.

M comme MERES : Comme elles sont courageuses, ces mères dont on nous dit ici qu'elles incitent leur progéniture à aller jeter des pierres sur les soldats. Foutaises ! Elles sont les premières à en souffrir dans leur âme et dans leur chair. Elles font tout pour protéger cette cohésion nécessaire à toute société, a fortiori dans une situation d'occupation. Mais comment empêcher un enfant partant ou revenant de l'école de ramasser une pierre et l'envoyer en direction d'un char, d'un barrage ou même, j'en ai vu, d'un F16. Par ce geste, ils montrent leur refus de la situation d'occupation et la réponse des soldats est disproportionnée

N comme NAZARETH : Ville sainte de la chrétienté et capitale des chrétiens palestiniens. L'évocation de ce nom, comme ceux de Jérusalem, Bethléhem ou Jéricho m'a depuis toujours plongé, moi l'agnostique laïc, dans un état que je ne suis jamais arrivé à m'expliquer. Et puis, n'est-ce pas là que nous devrions rencontrer les anti-colonialistes juifs, le jour de l'Aïd El Kébir des musulmans. Une perspective de rêve, un symbole pour un militant de l'interculturalité comme moi. Autant dire que la rencontre avec cette ville était attendue. Mais la réalité de l'occupation vous rattrape toujours dans ce pays, même quand vous avez décidé de rêver un peu. Nazareth est située en contre-bas d'un mont. Après son annexion et dans le cadre de ce que les israéliens ont appelé "la judaïsation de la Galilée", ils ont décidé de construire une deuxième cité, hideuse avec des bâtiments dits post-modernes, qui domine la cité historique puisque située tout en haut du mont. Et ils l'ont appelée "Nazareth Ilit"; ce qui paraît-il signifie en hébreu en même temps Nazareth la Haute, la Supérieure et peut même s'assimiler à Elite. D'ailleurs, ils sont comme ça : chaque fois qu'il y a un coin de terre surélevé, les israéliens s'y installent. Beaucoup de colonies sont ainsi situés sur des hauteurs, les militaires sont toujours postés sur des hauteurs, etc.

La folie des hauteurs pour bien signifier qui est supérieur ici : un réflexe moyenâgeux.

O comme OUM JABR : Admirable femme, déclarée mère de tous les prisonniers palestiniens depuis le jour où, à l'annonce du verdict d'un tribunal israélien condamnant son fils à 18 ans de prison, elle a poussé un youyou historique. La mère de Jabr Wishah nous a tous reçus chez elle à pied levé le jour où on a été refoulé de Khan Younès, en assurant le gîte et le couvert pour 20 personnes,

et en passant sa soirée à reconforter l'un, à remercier l'autre d'être venu et à s'affairer pour que tous soient à leur aise. J'ai passé des heures en sa compagnie alors que mes amis discutaient avec les nombreux militants palestiniens qui nous avaient rejoints. Elle m'a raconté comment juifs et arabes vivaient comme des frères et sœurs, partageant les bonheurs et les malheurs de la vie; comment ils préparaient ensemble les mariages et les enterrements; comment ils se serraient les coudes face aux désagréments de la vie. Pour elle, notre mission avait quelque chose de nostalgique qu'elle avait perdu voilà maintenant 54 ans. Elle m'a raconté aussi comment ils ont été chassés de leurs terres en 1948 : la rumeur des massacres perpétrés par les milices sionistes qui les terrorisaient, la compromission des armées égyptienne et jordanienne qui les ont abandonnées, la résistance des hommes et, au final, leur massacre et puis l'exode vers le camp d'El Breij. Elle s'en souvient comme si c'était hier, dans les moindres détails : la tenue qu'elle mettait ce jour-là, les récoltes laissées dans le magasin, le temps qu'il faisait, le chemin de l'exode parcouru, ... Une véritable mémoire de la Nakba, la catastrophe qui a précipité un peuple entier dans l'errance et l'exil et auquel on dénie aujourd'hui jusqu'à l'évocation du retour. Il ne subsiste plus aucune trace des habitations d'avant 1948 dans ce village près d'Ashkelon. Le seul repère est un puits qui date des Romains grâce auquel les plus anciens, lorsqu'ils peuvent retourner à leur village, arrivent à situer l'emplacement de leur ancienne maison. Pour la mémoire.

P comme PAIX : Un panneau apposé sur la route côtière reliant Gaza à Khan Younès : "Les peines de la Paix valent mieux que les tortures de la guerre". J'ai acquis une certitude sur place : aucune issue à ce conflit ne peut être envisageable sans que les hommes et les femmes de ce pays ne soient acquis à la cause de la paix. Les sociétés palestinienne et israélienne sont obligées d'œuvrer dans ce sens. Je suis convaincu que la quatrième armée du monde ne brisera jamais la volonté du peuple qu'elle occupe sauf à l'exterminer jusqu'au dernier. Et là, la responsabilité de la communauté internationale est écrasante. Nous ne pourrions plus dire que nous ne savions pas, sous peine d'être accusés de non-assistance à peuple en danger. Ce conflit a été créé par la volonté des dirigeants des nations qui ont laissé se perpétuer le génocide des juifs chez eux. La Shoah n'est pas opposable aux palestiniens. Il faut trouver une solution qui passe par une paix juste et durable, un Etat viable pour les palestiniens et des perspectives de développement durable pour toute la région. Avant qu'il ne soit trop tard.

Le 19 Février 2002, 3ème jour de notre séjour, dans un journal israélien, Amira Hass, la

seule journaliste israélienne résidant à Gaza, a rendu compte d'un sondage réalisé dans les territoires occupés et selon lequel 70% des palestiniens se déclarent favorables à toute solution négociée pour instaurer une paix juste et durable dans la région et la reconnaissance d'un Etat palestinien.

Bande de terroristes !

Q comme QALANDIYA : Première rencontre avec un check-point et la réalité de l'occupation, le lendemain de notre arrivée, sur la route qui nous menait de Jérusalem à Ramallah pour rendre visite à Yasser Arafat. Alors que j'étais en train de traduire les explications de Khader, notre chauffeur, j'ai aperçu un soldat fonçant dans la foule, insultant et bousculant les gens et tirant en l'air sans raison apparente. Mon souffle a été coupé et j'ai senti une colère monter en moi que je n'avais jamais ressentie. Bienvenue en Israël ! Je n'avais encore rien vu.

R comme RESISTANCE : C'est beau à voir, un peuple qui résiste. Pacifiquement lorsque cela est possible; c'est le quotidien. Militairement, lorsque cela s'impose; c'est de l'auto-défense et la réaction de survie. Ne pas plier quel que soit le prix à payer, tel semble être la devise. Je n'ai pratiquement pas rencontré d'homme qui n'ait pas fait la prison. Tous sont prêts à y retourner s'il le fallait. Unis dans la résistance, ils ne sont pas forcément d'accord politiquement. "Attention à la mort naturelle !", dit un slogan graffité sur les murs. Quand on leur parle d'attentats-suicide, ils vous rétorquent opérations-martyr et vous évoquent la résistance française face à l'occupation nazie. Jean Moulin n'était-il pas considéré comme terroriste par les allemands ? L'Etat d'Israël et son armée n'agissent-ils pas en terroristes ?

S comme SOLIDARITE : D'abord une solidarité à toute épreuve entre palestiniens. Personne ne doit rester sur le bord du chemin. Ensuite, l'absence de solidarité de la part des autres, du monde. Les palestiniens ont le sentiment de vivre une grande solitude dans ce monde qu'on dit devenu aujourd'hui un village planétaire. Ils trouvent qu'on leur impose une épreuve de résistance jusqu'à ce que l'on s'approche du pire, de l'irréversible. Alors, peut-être que les consciences s'éveilleront. Dans ce concert, ce qui est admirable, c'est cette capacité de discernement qu'ils continuent d'avoir : pour eux, dans cette indifférence, ils décernent tout de même une reconnaissance particulière au peuple français pour son non-alignement sur les thèses sionistes ainsi qu'aux scandinaves. Ils savent également dissocier entre la compromission des régimes arabes et la solidarité silencieuse de leurs peuples.

T comme TOUFFAH : Entre Khan Younès et la colonie de Goush Qatif se dresse un check-

point insolite : celui de Touffah. Ici, on ne voit aucun soldat. Des bunkers à perte de vue à côté du fameux Mur. Entre les deux localités, une bande de villageois irréductibles ont décidé de continuer à résister dans leur village El Mawassi. Pour s'y rendre, ils sont obligés de traverser le check-point. Et là, c'est le summum de l'humiliation. Une voix intime l'ordre à ceux qui se présentent au barrage de se séparer : "les hommes d'un côté, les femmes de l'autre. Mettez-vous 5 par 5". Un moment s'écoule, puis : "Les femmes, avancez !". 150 mètres plus loin, au niveau d'une ligne tracée au sol, au pied d'un bunker, l'ordre tombe : "Arrêtez-vous". Les femmes s'arrêtent. Et puis : "Al ha birkaim !" (A GENOUX !). La voix répète : à genoux ! Certaines s'accroupissent, d'autres s'assoient ou restent debout, mais personne ne s'agenouille. Ils ne mettront pas ce peuple à genoux. Ensuite, c'était le tour des hommes. Nous n'avions rien compris à cette scène dans un premier temps. Quand Michèle nous a traduit les ordres du soldat, tout le monde s'est effondré. Nous pleurions tous notre impuissance. Rien, absolument rien ne pouvait justifier cette horreur absolue, cette humiliation gratuite, cette atteinte à la dignité humaine. Aucune idéologie, aucun impératif sécuritaire, sauf l'avalissement de ceux-là mêmes qui ont imaginé cette scène, dignes héritiers de leurs anciens bourreaux nazis.

U comme UNITE ARABE : Passons ! Est-il utile d'en parler lorsqu'on se souvient de toutes les récupérations, les compromissions et les marchandages auxquels tous les régimes arabes se sont livrés et continueront certainement à se livrer. Les palestiniens le savent aujourd'hui : ils ne peuvent attendre leur salut que d'eux-mêmes. Ils savent que la rue arabe demeure cependant solidaire de leur cause.

V comme VIE : Elle reprenait ses droits à tout coin de rue, après chaque malheur quotidien. Une capacité de rebondir immédiatement. Les palestiniens sont un peuple blagueur, avec un cœur gros comme ça. Ma véritable fierté est d'avoir saisi des moments de fous rires, de franche rigolade et de véritable camaraderie avec beaucoup de ceux que j'ai rencontrés.

W comme WISHAH et WARSCHAWSKI : Deux personnages charismatiques, chaleureux, passionnés et convaincus de la justesse de la cause. L'un, israélien, nous a accompagnés dans notre périple en Israël, l'autre, palestinien, dans les territoires de Gaza. Militants infatigables, chacun à leur façon : Jabr Wishah est responsable au Centre Palestinien des Droits de l'Homme, militant historique du FPLP et figure emblématique des camps de réfugiés de Gaza et Michel Warschawski est responsable du Centre Alternatif d'Information et l'un des leaders de la gauche anti-

colonialiste israélienne. Tous deux partagent ce privilège d'avoir été condamnés par les tribunaux israéliens à 18 et 20 ans de prison. Ils m'ont fait l'amitié d'accepter immédiatement mon invitation à Caen lors de leur prochain déplacement en Europe.

X comme X : Comme tous ces anonymes que nous avons croisés et qui, pour certains, ne comprenaient pas qu'on vienne les voir comme des animaux en cage, pour d'autres, nous suppliaient de leur faciliter le passage à un check-point et, pour tous, nous enviaient notre condition. Et pour cause.

Y comme YASSER ARAFAT : Un président d'une Autorité palestinienne, démocratiquement élu et internationalement reconnu, maintenu en détention par un Etat sans que personne n'y trouve rien à redire. J'étais à mille lieues d'imaginer la tournure des événements. Impressionnant : 50 ans de résistance et de mémoire d'un peuple en lutte, une vie de combat et une simplicité confondante nous contemplaient. Un homme de la trempe des grands révolutionnaires que j'ai tant admirés dans ma jeunesse. Un mythe vivant. Lorsqu'il m'a pris dans ses bras, la terre s'est dérobée sous mes pieds. Il ne voulait plus me lâcher et me disait des mots de consolation et



d'encouragement. Le monde à l'envers ! Le protocole nous avait prévenus que la Raïs nous accordait un quart d'heure. Cela a duré 46 minutes tant l'échange a été fraternel, émouvant. Arafat nous a d'abord parlé de deux rapports récemment remis par deux commissions américaine et hollandaise affirmant que l'armée israélienne utilisait des armes à base d'uranium appauvri contre la population palestinienne. Il nous a rappelé que le gouvernement israélien refusait depuis un an et demi de reverser le produit des taxes prélevées par ses soins comme convenu par le protocole de Paris, privant ainsi l'Autorité Palestinienne de toute ressource. Qui a entendu parler de tout cela dans les médias ou de la bouche de nos gouvernants ? Ensuite, il nous a réitéré sa soif de paix, "la paix des braves, sur 22 % de la Palestine historique", en déplorant l'absence de partenaire israélien depuis la mort de Rabin. Il nous a aussi longuement parlé des conditions de vie inhumaines de son peuple et de sa résistance héroïque face à l'humiliation et à la machine de guerre israélienne. Enfin, il a tenu à nous dire l'admiration qu'il avait vis-à-vis de notre mission composée de français d'origine juive et arabe. Après les interventions respectives et émouvantes de nos deux porte-parole, Arafat a tenu à saluer chacun d'entre nous individuellement. Embrassades, étreintes, larmes d'émotion, ... Ce jeune homme de 73 ans, dont j'avais lu dans "Libération" deux jours plus tôt, qu'il était malade, fatigué et à bout de course dégageait une sérénité et une volonté impressionnantes. Son moral était à la hauteur de la résistance de son peuple. Si Sharon a cru qu'il allait l'isoler, il a complètement raté son objectif. Pendant l'entrevue, des milliers de jeunes affluaient dans la cour de son Q.G pour lui rendre visite. Comme tous les jours.

Z comme ZOO : Un sentiment de culpabilité me traversait pendant les premiers jours de notre séjour : n'étions-nous pas venus visiter des animaux dans un zoo?. Ne succombions-nous pas à ce réflexe vil de voyeurs? Je m'en suis ouvert à Raji Sourani en lui disant que, à la limite, j'avais l'impression de faire du tourisme de guerre. Il m'a répondu : "même si tu le sens comme ça, dis-toi bien que vous faites du "tourisme honnête". Nous sommes sensibles à la solidarité que vous nous exprimez, d'autant que vous êtes la première délégation arabe et juiveque notre peuple reçoit chez lui. Mais, tu le vois bien : vous ne pouvez pas grand chose ici. Par contre, votre mission commencera à votre retour. Témoignez de ce que vous avez vu. Nous vous en serons reconnaissants". J'ai promis de le faire.

Younès Ajarrai
Membre de la mission
Secrétaire général de Trait d'union
Membre du Bureau National de l'ATMF

Center for Palestinian Return • 21:08/2002

Interview de Georges Habash, dirigeant historique du Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP)

Le Center for Palestinian Return, une organisation qui milite pour le retour des réfugiés palestiniens dans leurs villages et leurs terres, a réalisé une remarquable interview du Dr George Habash, le dirigeant historique du Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP). Il parle de la résistance palestinienne à Jénine et Naplouse, des conséquences de l'action militaire contre le ministre fasciste israélien, Ze'evi, et de l'arrestation de l'actuel dirigeant du FPLP, Saadat. De l'ensemble de l'interview transparaît un regard optimiste sur l'avenir.

“La direction Palestinienne officielle ne doit pas se bercer d’illusions”.

Nom : George Habash

Age : 73 ans

Profession : médecin, secrétaire général du Front populaire de Libération de la Palestine (FPLP, voir encadré) depuis sa fondation fin 1967 jusqu'en mai 2000.

Parcours : se bat depuis cinquante ans pour la libération de la Palestine. A dû quitter le pays en 1948. A étudié la médecine à l'American University de Beyrouth (Liban). A ses yeux, il ne peut être question de paix aussi longtemps que le sionisme maintiendra sa domination. En décembre 1967, a fondé le FPLP, principal parti marxiste du pays. A séjourné à Beyrouth jusqu'en 1982, quand Israël y est entré pour liquider les Palestiniens. Depuis, il réside en Syrie.

CA- Que pensez-vous de la situation actuelle de la lutte palestinienne, après un an et demi d'Intifada?

George Habash- La lutte nationale palestinienne contre l'occupation sioniste est entrée dans une phase absolument nouvelle. L'Intifada d'Al-Aqsa présente une forte teneur militante et elle est parvenue à unifier la lutte de masse et la lutte armée. L'Intifada des masses se déroule parallèlement aux opérations militaires contre l'armée d'occupation et les colons israéliens en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. (...)

Que le peuple palestinien ne supporte plus l'occupation, c'est plus évident que jamais. Aucun retour n'est possible si l'on s'en tient à des négociations sur base des accords d'Oslo.¹ Le peuple palestinien, tout comme ceux qui ont signé ces accords au nom du camp palestinien, est d'accord pour dire que ces accords constituaient une erreur néfaste. Le peuple palestinien est fermement décidé à poursuivre la lutte jusqu'au moment où il aura acquis sa liberté et son indépendance. Malgré l'état de siège, les destructions, les

assassinats et la terreur, malgré tout le soutien politique et la propagande des Etats-Unis, malgré l'impuissance et le défaitisme sans précédent des régimes arabes, les Palestiniens poursuivent imperturbablement la lutte. (...)

Les Israéliens subissent des pertes plus importantes que jamais auparavant. Chaque fois, pour trois martyrs palestiniens, un Israélien trouve la mort – malgré la suprématie israélienne. Ajoutez à cela les pertes économiques de l'ennemi. L'entité sioniste se sent menacée dans son existence et cela provoque peur, panique et désespoir au sein de la population. De plus en plus d'Israéliens émigrent.

CA- Dans le camp de réfugiés de Jénine et à Naplouse, la ligne était la suivante : nous ne nous rendons pas. Quel aurait été le résultat si on avait suivi le même cours au quartier général de l'Autorité palestinienne à Ramallah et à l'église de la Nativité à Bethléem?

George Habash- La résistance à Jénine et à Naplouse était d'une importance capitale sur les plans politique, militaire et sécuritaire. Les combats ont montré l'héroïsme du peuple palestinien ainsi que toute l'énergie cachée et l'abnégation des combattants palestiniens pour la liberté. Le camp de Jénine, qui fait à peine un kilomètre carré, a tenu douze jours contre le monstre militaire sioniste, malgré l'inégalité des forces et les destructions, malgré le fait que l'eau et l'électricité avaient été coupées et que les réserves de vivres étaient épuisées. Les Israéliens reconnaissent qu'ils ont utilisé toutes sortes d'armes, avions, tanks, missiles et artillerie lourde, et qu'ils ont remplacé à plusieurs reprises leurs effectifs et leurs commandants. Malgré cela, l'armée israélienne n'est pas parvenue à occuper le camp tant que la résistance palestinienne a disposé de munitions. Les chefs de l'armée

israélienne admettent avoir perdu 23 de leurs hommes et officiers, sans parler des centaines de blessés. (...)

Je suis à peu près sûr que les confrontations militaires organisées dans les autres villes palestiniennes auraient connu un tout autre cours si la direction palestinienne officielle avait cessé de se nourrir d'illusions et si elle s'était préparée avec détermination à toutes les formes de résistance possibles. Si elle avait créé un climat permettant à toutes les forces militaires nationales palestiniennes de se réunir et de pouvoir être engagées de la façon la plus efficace possible. (...)

Le problème ne réside donc pas chez les combattants de la résistance ni dans leurs moyens militaires modestes. Le problème, c'est que la direction palestinienne officielle compte toujours sur une solution politique avec intervention américaine et européenne. Elle veut en revenir à la table des négociations et aux accords d'Oslo, malgré l'expérience amère qui montre qu'aucun gouvernement israélien – qu'il soit dirigé par le Parti travailliste ou par le Likoud – n'entend mettre un terme à l'occupation ni n'a l'intention d'appliquer ne serait-ce qu'un seul point des accords. Les gouvernements israéliens ne veulent en aucun cas appliquer les résolutions des Nations unies concernant le droit au retour des Palestiniens, l'autonomie et un Etat indépendant avec Jérusalem comme capitale. (...)

CA- Le vice-secrétaire général du Front populaire a été arrêté il y a peu. Le secrétaire général Abu Ali Mustafa avait d'abord été assassiné et son successeur Ahmad Saadat a été incarcéré. Comment le Front populaire a-t-il réagi?

George Habash- Chaque fois que le Front populaire a été confronté à des attentats et des assassinats, à des arrestations, des rafles

et des déportations, il est parvenu à s'en relever et à poursuivre la lutte sous diverses formes. Malgré sa cruauté et son ampleur, l'actuelle répression contre le Front populaire ne parviendra pas non plus à endiguer la montée de ce dernier. Malgré la perte énorme du camarade Abu Ali Mustafa, la direction a su se réorganiser rapidement. Le nouveau secrétaire général, Ahmad Saadat, a été remplacé par le camarade Abd al-Rahim Malluh. Dans les quinze jours qui ont suivi ces attentats, le Front populaire est parvenu à exercer ses représailles en liquidant le ministre israélien Ze'evi en plein coeur de Jérusalem. Cette victoire a été un sale coup pour les sionistes. Pour les services de sécurité, l'armée et les hommes politiques israéliens, ce fut une menace comme Israël n'en avait jamais connu auparavant.

Si l'Autorité palestinienne avait créé un climat permettant à toutes les forces militaires nationales d'intervenir, le siège du quartier général d'Arafat aurait pris une tout autre tournure. L'importance de l'assassinat de Ze'evi se reflète dans la violence de la réaction des sionistes. Il s'en est suivi une campagne militaire massive contre l'Autorité palestinienne et ses installations et contre les organisations armées islamistes et patriotiques palestiniennes. L'Autorité palestinienne a subi d'énormes pressions pour arrêter le camarade Ahmad Saadat et Israël a lancé une vaste campagne afin d'obtenir des Etats-Unis, de l'Europe et de quelques Etats arabes qu'ils obligent Arafat à intervenir contre le Front populaire taxé d'"organisation terroriste". Il est assez regrettable que ces pressions aient abouti à l'arrestation du camarade Ahmad Saadat par l'Autorité palestinienne, tandis que l'armée israélienne et les services de sécurité arrêtaient des centaines de membres et de cadres du Front, ainsi que le vice-secrétaire général Abd-al-Rahim Malluh.

Naturellement, cette campagne à grande échelle contre le Front populaire a eu un effet négatif sur sa force de frappe. Mais l'Intifada et les activités militaires récentes du Front populaire prouvent que nous avons pu surmonter ces contrecoups. (...)

CA- Sous les pressions internationales, le gouvernement palestinien a annoncé une "réforme". On citait déjà des noms de nouveaux ministres alors que les tanks israéliens pénétraient toujours dans les villes palestiniennes, semant partout mort et destruction. **George Habash-** Cette réforme politique est une exigence nationale palestinienne soutenue par toutes les forces nationales. (...) Mais les réformes proposées aujourd'hui par l'Autorité palestinienne sont le résultat des pressions euro-péo-israéliennes et arabes officielles afin d'abonder dans le sens des objectifs sécuritaires israélo-américains. Ceux-ci veulent un régime palestinien (...) qui serve

les intérêts de l'Amérique et d'Israël. Leur première tâche consiste à réprimer l'opposition patriotique palestinienne et à mettre un terme à l'Intifada et à toute forme de résistance armée nationale palestinienne de la part des organisations militantes patriotiques, démocratiques et islamistes.

Pas un Palestinien et pas un Arabe ne croit dans la sincérité des larmes des Américains, des Européens et des Israéliens sur le manque de démocratie en Palestine, sur les pratiques autoritaires des services de sécurité palestiniens ou sur la corruption croissante qui frappe les institutions de l'Autorité palestinienne. Afin d'assurer leurs propres intérêts, ils plongent de plus en plus les pays du tiers monde dans la terreur, l'oppression et la corruption et ils nient les droits démocratiques et humains les plus élémentaires. Pourtant, nous ne devons en aucun cas hésiter à engager toute notre force en faveur de la réforme, une vraie réforme radicale, menée sur une base honnête, libre et démocratique. Il doit s'agir d'une réforme qui concernera tant les institutions de l'Autorité palestinienne et de l'OLP (Organisation de Libération de la Palestine) que les administrations communales et les conseils villageois, mais aussi les syndicats et les associations populaires et professionnelles. Nous devons mettre un terme à toutes les pratiques autoritaires et à l'autocratie qui font que nul n'est jamais tenu de se justifier. Il faut des institutions transparentes, reposant sur une représentation équitable. Ces réformes et ces élections doivent avoir lieu dans des circonstances favorables - loin des conditions des accords d'Oslo et de l'influence directe ou indirecte de l'occupation. Elles doivent avoir lieu dans le cadre d'un nouveau système électoral vraiment contemporain.

Le problème ne réside ni chez les combattants de la résistance, ni dans leurs modestes moyens militaires, mais dans le fait que la direction palestinienne officielle compte toujours sur une solution politique avec intervention américaine et européenne

Il est d'une importance cruciale de coordonner toutes les forces armées patriotiques, démocratiques et islamistes ainsi que toutes les forces, institutions et groupes civils palestiniens afin d'assurer que des élections démocratiques puissent mener à de véritables réformes. Et de créer les circonstances dans lesquelles les masses palestiniennes pourront déployer toute leur créativité dans la lutte pour la liberté, l'indépendance et la reconquête des droits dont on les a spoliées.

CA- Pourquoi les camps de réfugiés sont-ils chaque fois la cible de la violence? Ces gens souffrent pourtant déjà beaucoup

George Habash- Les réfugiés palestiniens ont toujours joué un rôle important dans la lutte contre le projet sioniste. (...) Cinq millions de Palestiniens vivent dans des camps

dans leur patrie occupée ou ont cherché asile à l'étranger. (...) La lutte pour le retour a adopté diverses formes jusqu'à ce qu'elle débouche sur l'actuelle révolution, en 1965. On peut dire sans se tromper que les héros de la révolution palestinienne sont toujours venus des camps.

Les camps offraient un abri à la résistance patriotique armée et les habitants ont subi d'énormes sacrifices ces dernières décennies. C'est pourquoi ils sont devenus la cible permanente de l'entité sioniste et de nombreux régimes arabes. Les milieux sionistes, américains et occidentaux ont proposé des dizaines de plans visant à installer les réfugiés palestiniens ailleurs. Mais ils ne sont pas parvenus à convaincre les Palestiniens de renoncer à leur droit au retour, à leurs maisons et à leurs biens. Avant que n'éclate la révolution palestinienne, les camps de réfugiés palestiniens étaient déjà la cible de nombreuses opérations de terreur et de campagnes d'arrestations menées par les services de police et de sécurité arabes, opérations ayant pour but de court-circuiter les activités politiques des Palestiniens. Après le début de la révolution, les camps ont subi une série d'attaques militaires et de sièges, comme à Sabra et Chatila, à Jénine, à Tell al-Zaatar. (...)

Pas un seul gouvernement israélien ne désire le retour des réfugiés palestiniens, en dépit de toutes les résolutions des Nations unies. Israël considère le droit au retour des réfugiés palestiniens dans les villes et villages dont ils ont été chassés par la violence et les épurations ethniques, comme une menace à sa propre existence et à son hégémonie, c'est pourquoi il refuse catégoriquement ce retour. Bien des partis politiques israéliens, et même des mouvements pacifistes, refusent également ce droit au retour. Il règne en Israël un consensus qui rejette toute application de la Résolution 194 des Nations unies. (...)

Le droit au retour a été fixé dans des résolutions à portée internationale qui s'inscrivent dans le cadre des droits de l'homme, ainsi que dans d'innombrables documents et conventions internationales. C'est non seulement un droit individuel inaliénable mais aussi un droit collectif. La Conférence de Madrid et les accords d'Oslo ont donné aux Palestiniens le sentiment qu'il existe des courants importants rejetant ce droit au retour. A sa place, on dégagerait des solutions politiques visant à installer les Palestiniens ailleurs et à les dédommager. Les sionistes et leurs partisans occidentaux rappellent toujours avec des projets de réinstallation des Palestiniens, histoire de confirmer le mensonge sioniste qui prétend que "la Palestine est un pays sans peuple, pour un peuple sans pays". Ils tentent de faire gagner du terrain à leur propre interprétation de la Résolution 194, en prétendant qu'il s'agit de "retour ou de compensation". (...)

Nous vivons dans des circonstances difficiles. Mais le peuple palestinien – avec ses dirigeants légitimes, ses cadres, ses intellectuels, ses universitaires et avec toutes ses institutions – est en état de surmonter ces circonstances et de faire valoir son droit sacré, avec toute la lutte qu'il faudra pour y arriver. En avant, nous vaincrons!

1— Les accords d'Oslo (1993-1999) proposent: l'OLP reconnaît le droit à l'existence d'Israël qui, à son tour, reconnaît l'OLP comme représentant légal du peuple palestinien. Progressivement, Israël doit quitter les territoires occupés, conformément à la résolution 242 des Nations unies. L'OLP constitue un gouvernement nanti d'une force de police compétente dans les territoires, précisément, que doivent quitter les troupes israéliennes. Il ne peut y avoir de nouvelles colonies israéliennes. Il s'ensuit d'autres discussions, entre autres, à propos de Jérusalem et du retour des réfugiés. Nous savons à quoi ont abouti concrètement ces accords.

Vous trouverez la version intégrale et en anglais de cette interview (29 juin 2002) sur <http://www.pfip-pal.org/>

LE F.P.L.P.

LE FRONT POPULAIRE DE LIBERATION DE LA PALESTINE

Le FPLP est un groupe marxiste-léniniste fondé en décembre 1967. Son but : donner une direction à la lutte populaire pour le droit au retour des Palestiniens chassés, pour le droit des Palestiniens à l'autodétermination et pour un Etat palestinien. Le FPLP, membre de l'OLP depuis le début, lutte pour la destruction de l'entité sioniste, pour la libération de toute la Palestine et pour un Etat laïc démocratique (à terme, pour un Etat démocratique socialiste) où tous les citoyens (juifs, musulmans et chrétiens) auront les mêmes droits. Le FPLP s'est séparé de l'OLP en 1993, lorsque Arafat a signé les accords d'Oslo avec l'Etat israélien (voir note en fin d'interview).

En mai 2000, Habash s'est fait remplacer à la tête du FPLP par Abu Ali Mustafa, qui était également membre du Conseil central de l'OLP et du Conseil national palestinien. En septembre 1999, le FPLP quittait Damas (Syrie) pour s'installer à Ramallah. Le 27 août 2001, Abu Ali Mustafa était assassiné par l'armée israélienne. Lui succédait alors Ahmed Saadat, actuellement emprisonné à Jéricho, sous la surveillance de gardiens occidentaux. Il est accusé de l'attentat contre le ministre d'extrême droite israélien Ze'evi (en guise de représailles suite à l'assassinat d'Abu Ali Mustafa).

Dans la lutte de libération contre la colonisation israélienne, la construction d'un large front est essentielle, affirme le FPLP. De ce front font partie aussi bien les groupes de gauche que les nationalistes tels le Fatah ou les groupements islamistes, comme Hamas et le Jihad. Ils considèrent leurs divergences mutuelles comme secondaires dans la lutte pour la libération de la Palestine.

Etat des lieux des mouvements anti-guerre L'autre Israël

La signature des accords d'Oslo avait signifié pour la grande majorité des pacifistes israéliens la fin du conflit, et donc l'occasion d'une démobilisation générale

Pendant deux décennies, La Paix Maintenant a été l'organisation pacifiste israélienne la plus importante, capable, à certaines occasions, de mobiliser plus de cent mille manifestants contre les excès de la politique d'occupation de la Cisjordanie et surtout contre la guerre au Liban, des gouvernements de droite. D'aucuns prétendent même que c'est la mobilisation autour de ce mouvement qui a contraint Sharon à quitté le gouvernement après avoir ordonné le retrait de Tshahal.

Shalom Archav est un mouvement israélien « patriotique » : en ce sens il n'est pas juste de lui reprocher sa défense de l'Etat Juif d'Israël. La laïcité d'Israël est une affaire israélienne et les pro-laïques israéliens sont en première ligne sur ce terrain : le peuple tranchera un jour. Tous ne sont pas laïques à Shalom Archav, à par quelques personnalités comme Zeev Sternhell, qui conteste le concept "d'Etat juif démocratique" une citation de celui ci décrit assez bien cet état d'esprit:

"Aucun pays ne peut rester figé dans des structures datant d'un demi-siècle. Voilà cinquante ans, les fondateurs de l'Etat d'Israël ont oublié un certain nombre de choses, et notamment de tenir compte de la présence d'une forte minorité arabe, qui atteint aujourd'hui 20%. Ils ont sous-estimé le fait que l'existence même d'un Etat crée des réalités nouvelles. C'est la première fois que les juifs sont citoyens, qu'ils ont un Etat. Or il est évident que cet Etat ne peut pas appartenir exclusivement aux juifs. Il doit appartenir aussi à ses citoyens arabes. De même, l'Etat d'Israël a besoin d'une nouvelle Constitution. Cette Constitution ne peut plus être une Constitution religieuse, fondée sur la loi juive. Ce doit être une Constitution laïque. Les choses ont énormément changé et, dans les cinquante années qui viennent, l'Etat d'Israël devra avoir un nouveau visage, qui ne sera pas celui qu'il avait le jour où l'indépendance a été déclarée dans la grande salle du musée de Tel-Aviv."

Rappelons que la plupart des pays arabes ainsi que l'OLP font partie de la Conférence des Etats Islamiques Les fondateurs de La Paix Maintenant étaient, pour la plupart, des officiers de réserve, qui n'ont jamais remis en question ni le fond de la politique israélienne, ni sa culture militaire; leur objectif a été et reste de «maintenir le caractère juif et démocratique d'Israël», en menant une politique de compromis avec les Arabes, sans pour autant provoquer le risque

d'une cassure au sein de la population israélienne. Depuis l'élection de Yitshak Rabin en 1992, La Paix Maintenant n'a plus organisé de manifestations de masse et a globalement soutenu la politique des divers gouvernements travaillistes. Le récent soulèvement palestinien a surpris la direction et le militants, qui ont quelque difficulté à se réorienter dans le nouveau contexte politique.

Mais il y a eu des exceptions à cette démobilisation. Soulignons en particulier le Bloc de la Paix (Gush Shalom), animé par l'ancien député Uri Avnery, et le Bat-Shalom, composante israélienne de la coordination des femmes israéliennes et palestiniennes, Jerusalem Link. Si, au début du processus d'Oslo, la plupart des militants de ces organisations soutenaient ce processus et croyaient qu'il allait déboucher sur une paix israélo-palestinienne, ils ont néanmoins fait un choix politique qui rappelait la phrase de Rabin en 1995: «Combattons le terrorisme comme s'il n'y avait pas de processus de paix, et menons le processus de paix comme s'il n'y avait pas de terrorisme.»

Pour cette aile gauche du mouvement de la paix, il s'agissait de défendre tout pas en avant dans le processus négocié avec les Palestiniens, de soutenir le gouvernement travailliste quand il semblait faire évoluer le processus et, parallèlement, de continuer à mener sans concessions le combat contre l'occupation, le bouclage, les colonies, pour la libération des détenus politiques, pour une partition de la souveraineté à Jérusalem et pour un retrait de l'armée israélienne aux frontières du 4 juin 1967.

Le Gush Shalom et le Bat-Shalom n'ont pas hésité non plus à dénoncer sans ambiguïté les violations de plus en plus systématiques des accords par les gouvernements travaillistes, à un point où il pouvait parfois sembler qu'ils avaient cessé de croire au processus d'Oslo. Avec la venue au pouvoir de Benyamin Netanyahu et de la coalition de droite, d'autres organisations se sont jointes au combat - trop longtemps délaissé - contre l'occupation et ses sévices: les Rabbins pour les Droits de l'Homme, le Comité contre la destruction des maisons (ICAH) et le mouvement des réservistes Yesh Gvul, que les accords d'Oslo avaient paralysés pendant quatre ans. Le vide laissé par la démission de La Paix Maintenant poussait toutes ces organisations à coordonner leurs efforts afin de donner un maximum de visibilité à leur résistance contre l'esprit du temps, le temps de la

paix pour les Israéliens et de l'occupation pour les Arabes.

Il faut mentionner également certaines organisations de Droits de l'homme comme B'Tselem, le Hotline (Moked) pour le Droit de l'individu, et le Comité contre la torture, qui n'ont pas cessé pendant les années d'Oslo, de dénoncer la poursuite des violations des droits humains des Palestiniens, les poussant souvent à s'allier avec les organisations politiques radicales dans leur opposition à la politique d'occupation et de colonisation.

Enfin, bien sûr, il y a une association singulière, composée de Palestiniens et d'Israéliens: le Centre d'information alternative (AIC en anglais) que dirige à Jérusalem Michel Warschawski. Passeurs de frontières réelles et symboliques entre les deux peuples, ses membres, hommes et femmes, ont choisi de s'engager ensemble contre la logique et les pratiques coloniales, et de mettre en oeuvre des solidarités concrètes où s'invente une paix au-delà des traités.

GUSH SHALOM

Gush Shalom, le «Bloc de la Paix», est un mouvement pacifiste extra-parlementaire, non lié à un parti politique, qui s'est donné pour objectif d'alerter l'opinion publique israélienne.

Ce mouvement, qui rassemble des Juifs et des Arabes, défend trois principes: le retrait d'Israël des territoires occupés depuis 1967; la reconnaissance de l'OLP en tant qu'organisation représentative du peuple palestinien; et la reconnaissance du droit des Palestiniens à établir un État, avec Jérusalem Est pour capitale. Gush Shalom est le noyau dur du mouvement pacifiste israélien.

Souvent décrit comme «résolu», «militant», «radical» ou «cohérent», il est connu pour sa position inébranlable en temps de crise, telle que l'Intifada Al-Aqsa.

Depuis des années maintenant, Gush Shalom joue un rôle moteur dans la détermination du programme moral et politique des forces de paix en Israël.

Gush Shalom est une organisation extra-parlementaire, indépendante de tout parti ou autre groupe politique. Certains de ses militants appartiennent à des partis politiques, mais le Bloc n'est aligné sur aucun d'eux en particulier. C'est un mouvement qui se revendique clairement anticolonialiste, qui entretient donc des rapports assez suivis avec l'OLP.

Structures

Le Bloc compare son rôle à celui d'une petite roue avec un mécanisme fort, indépendant, qui actionne une roue plus grande qui, à son tour, en actionne une plus grande encore, et ainsi de suite. N'étant soumise à aucune considération d'intérêts partisans et ne recherchant aucune

popularité immédiate, le Bloc est libre de proclamer la vérité comme il la voit et de travailler pour la faire partager à un public de plus en plus large.

Résultat, le Bloc (et ses fondateurs longtemps avant lui) ont fermement défendu des idées (par exemple la reconnaissance du peuple palestinien, la négociation avec l'OLP, l'acceptation d'un État palestinien, l'acceptation du principe de retour, Jérusalem capitale de deux États, le démantèlement des colonies) des années et même des décennies avant les partis établis et les organisations pacifistes.

Comme c'est courant en Israël, le Bloc n'a aucun «membre encarté». Il se compose de plusieurs cercles concentriques :

Le noyau central comprend environ une centaine de militants qui consacrent une grande partie de leur temps et de leur énergie (et pour certains d'entre eux tout leur temps et toute leur énergie) à cette tâche. Aucun d'eux ne reçoit de salaire ni de rémunération d'aucune sorte. Le Bloc n'emploie pas de salariés. En général, les militants du Bloc paient leurs propres dépenses, y compris le prix des autobus pour les manifestations. Ces militants sont en permanence disponibles pour les manifestations et autres actions urgentes.

Un groupe plus important de quelque 600 militants est sur la liste d'actions du Bloc et prend part à des actions plus importantes de différentes sortes (voir ci-dessous).

Plusieurs milliers supplémentaires s'identifient avec le Bloc, suivent ses activités et aident à diffuser ses positions dans l'opinion publique. Nombre d'entre eux contribuent à ses actions par des dons.

Le Bloc a des ressources financières extrêmement limitées. Il ne reçoit aucune subvention d'aucune organisation israélienne ou internationale, excepté des petites donations occasionnelles de la part de groupes pacifistes et d'individus dans différents pays (comme la Hollande et l'Allemagne). Le poids du fardeau financier est porté par des citoyens israéliens à titre individuel, qui considèrent comme un devoir moral de soutenir le Bloc autant qu'ils le peuvent.

ont tiré sur eux (Maaleh-Amos). En de nombreuses occasions, les militants du Bloc ont été invités par les Palestiniens à se joindre à eux, avec la conviction que l'armée ne tirerait pas à balles réelles contre les manifestants si des Israéliens étaient présents.

Communiqué politique hebdomadaire

Depuis 1993, Gush Shalom publie une annonce publicitaire politique hebdomadaire dans Ha'aretz (chaque vendredi, page 2, coin inférieur gauche). Il est généralement reconnu que ces communiqués servent de base au pro-

gramme politique hebdomadaire de l'ensemble du camp de la paix, bien au-delà des limites de Gush Shalom lui-même.

Auto-collants, banderoles, emblèmes, etc.

Au fil des années, le Bloc a publié et distribué une grande variété d'auto-collants tels que «Rapatriez les soldats du Liban» (plus tard : «Rapatriez les soldats des Territoires occupés»), «Jérusalem capitale de deux États», «La Ligne verte, frontière de paix», «Il n'y a aucune colonie légale. Point final», «Je n'achète pas de produits des colonies - chaque shekel pour les colonies est un shekel contre la paix». L'auto-collant le plus populaire se compose des drapeaux d'Israël et de la Palestine. Les deux drapeaux accolés sont également l'emblème officiel du Bloc.

Quelques publications

Proposition d'accord de paix

Le 20 août 2001, Gush Shalom a publié le texte d'une Proposition d'accord de paix en pleine page de Ha'aretz. Gush Shalom est entré dans les détails, afin d'exprimer sa conviction que toutes les questions en jeu - les éléments du conflit - peuvent être résolues. Non par des diktats, non par une attitude dominatrice de maître à esclave, mais par des négociations entre égaux.

80 thèses pour un nouveau camp de la paix

Le 13 avril 2001, Gush Shalom a fait paraître à ses frais dans le quotidien Ha'aretz (en hébreu) un document de travail intitulé «80 thèses pour un nouveau camp de la paix». Il s'agit d'un document important et unique, en ce qu'il tente, pour la première fois, de revisiter les mythes de l'histoire du sionisme, et de regarder en face la vérité sur le conflit israélo-palestinien. L'intention des auteurs est qu'il suscite un important débat, tant à l'intérieur d'Israël, qu'au niveau international.

Pour en finir avec les "offres généreuses de Barak"

Lassé de la sempiternelle rengaine au sujet des «offres généreuses de Barak» que les Palestiniens intransigeants auraient refusées, Gush Shalom a entamé une campagne d'information auprès du public et des médias israéliens. Ces quelques cartes, qui en disent plus qu'un long discours, devraient porter un coup fatal au mythe de la «générosité» de Barak.

Israël sur le chemin de La Haye. Crimes de guerre et sécurité d'Israël

Démolition de maisons, détention sans procès, déportation, torture, «liquidation» de ceux qui sont soupçonnés de terrorisme, toutes ces pratiques, et d'autres, sont définies comme des

crimes de guerre par la Convention de Genève. Les crimes de guerre sont bien sûr interdits par les lois internationales, mais aussi par la loi israélienne, et par les règlements intérieurs du Commandement Suprême des Forces de Défense Israéliennes. Des soldats israéliens ayant suivi les ordres de leurs supérieurs pourraient-ils être traduits devant une cour internationale, comme c'est déjà le cas pour les membres de certaines milices ou forces armées? De tels actes, lorsqu'ils sont perpétrés par l'armée israélienne, favorisent-ils la sécurité d'Israël ou bien, au contraire, mettent-ils gravement en péril les intérêts du pays?

Gush Shalom a organisé le 9 janvier 2002 à Tel-Aviv un forum de discussion pour débattre courageusement de ces questions.

Les mouvements féministes israéliens

Le courage des femmes israéliennes qui exigent la fin de l'occupation pour une paix juste gagne en sympathie.

Le mouvement féministe israélien né au cours des années 70 s'est ouvert très rapidement aux femmes palestiniennes vivant en Israël. Femmes israéliennes et palestiniennes se sont rencontrées coude à coude autour de l'ouverture du premier abri des femmes battues à Haïfa. Ce mouvement a été amené à se confronter très rapidement avec les problèmes de la guerre et de la paix. Lors de la première Intifada le mouvement féministe se prononce contre la présence israélienne dans les Territoires Occupés. Derrière le slogan: Halte à l'occupation! Ce mouvement rassemble de nombreuses femmes juives et arabes.

Après la seconde Intifada, les organisations de femmes israéliennes qui luttent pour le retrait de l'armée israélienne des Territoires Occupés mettent en place la Coalition des Femmes pour une Paix Juste qui regroupe plusieurs mouvements féminins sur une plateforme commune. Les Femmes en Noir, sur le modèle des «Femmes de la place de mai», organisent tous les vendredis des rassemblements à treize heures sur une place publique. Bat Shalom (Filles de la Paix) est une autre composante, avec un centre à Jérusalem-Ouest, où elle regroupe essentiellement des femmes juives et quelques palestiniennes, et un centre à Jérusalem-Est, où elle rassemble essentiellement des femmes palestiniennes. Leur consigne: travailler ensemble, Israéliennes et Palestiniennes, pour une paix juste et durable.

L'Organisation des Femmes pour les Prisonnières Politiques travaille pour libérer les prisonnières politiques palestiniennes et israéliennes, et pour améliorer leurs conditions de détention. Les Femmes et Mères pour la Paix est un mouvement né du refus de quatre mères de soldats au Liban de risquer la vie de leurs fils pour une cause à laquelle elles ne s'identifient pas. Depuis la seconde Intifada, le mouvement ressurgit, avec un nouvel argument: «Nous

n'avons pas ramené nos fils du Liban pour les envoyer se faire tuer en protégeant des colons dans les Territoires Occupés.» Il y a aussi Nouveau Profil, constitué de jeunes soldats et de leurs mères, qui revendiquent le droit de refuser le service militaire. Des milliers de pétitions sont signées par les parents qui ne veulent pas que leurs fils fassent le service militaire dans les Territoires Occupés.

Toutes ces organisations, et bien d'autres, mènent des actions au sein de la Coalition des Femmes pour une Paix Juste afin de demander la fin de l'occupation, l'établissement d'un État palestinien à côté d'un État israélien, le respect des frontières de 1967, la reconnaissance de Jérusalem comme capitale partagée par les deux États, l'égalité des droits pour les citoyens palestiniens d'Israël, l'égalité des droits entre les femmes et les hommes, la justice sociale et la fin du militarisme. Ces actions, qui rassemblent encore une minorité de citoyennes israéliennes, par leur détermination et leur dynamisme, gagnent en échos au sein de la société israélienne. Lors des derniers rassemblements, les hommes, notamment les jeunes, participent aussi, de plus en plus nombreux à dénoncer le militarisme de la société israélienne et à exiger la fin de l'occupation.

Le 8 juin 2001, la Coalition a appelé à protester, à travers le monde, contre l'occupation des Territoires, à l'occasion du 34ème anniversaire de la présence militaire de l'État d'Israël en Cisjordanie et à Gaza. Des rassemblements ont eu lieu à Jérusalem et Tel Aviv, mais aussi à Ankara, Berne, Bruxelles, Copenhague, La Hague, Madrid, Mexico, Rome, Milan, Naples, Montréal, Stockholm, Toronto, Vienne, New York, Boston, Chicago, Houston, etc. À Paris, l'Union Juive Française pour la Paix a répondu à cet appel, et a organisé un rassemblement. Le Groupe de Femmes «Clara Zetkin» y était présent. D'autres rendez-vous se préparent.

Le courage des femmes israéliennes gagne en sympathie et admiration, elles peuvent compter sur notre soutien. Les Femmes en Noir ont été nommées pour le prix Nobel de la paix 2001; leur action ininterrompue pour exiger la fin de l'occupation est à la base de cette proposition.

New Profile ou la lutte pour la civilisation de la société israélienne

Animé en majeure partie par des femmes israéliennes - il se définit d'ailleurs comme féministe - ce mouvement a vu le jour en octobre 1998, à la faveur d'une journée d'études offrant à environ 150 personnes un forum public jusque là inédit dans le pays autour de l'objection de conscience, de la résolution non violente des conflits et de la militarisation de la société israélienne, notamment à travers l'éducation et l'oppression des femmes

«Alors qu'on nous apprend à concevoir le pays comme étant confronté à des menaces hors de

contrôle, nous réalisons aujourd'hui que les mots "sécurité nationale" ont souvent masqué le choix calculé de l'action militaire en vue d'atteindre des objectifs politiques.

Nous ne voulons plus être associés à de tels choix.

Nous refusons d'en rendre possibles en fournissant docilement des soldats à l'appareil militaire qui applique ces choix.

Nous refusons dorénavant d'être mobilisés, d'éduquer des enfants à être mobilisés, de soutenir des conjoints, des frères, des pères mobilisés, permettant aux responsables du pays d'avoir recours à l'armée plutôt que de chercher d'autres solutions.»

Ces paroles, pétrées de détermination, nous viennent d'un État en guerre: Israël. Elles n'en ont que plus de poids. Et peuvent se révéler d'autant plus lourdes de conséquences pour celles et ceux qui les mettent en pratique, les membres et les proches de l'organisation Nouveau Profil (Profil Hadash).

Les deux premières années d'activité de New Profile (NP) ont essentiellement consisté en une information et une sensibilisation continue des Israéliens sur les racines et les conséquences d'une culture enrégimentée, corsetée par une admiration du pouvoir et de la prouesse physique, élevant sur un pavois le juif mâle formé au combat et accordant peu de valeur à la vie des citoyens arabes.

Depuis le début de la nouvelle Intifada, le mouvement a partiellement modifié ses priorités.

Rela Mazali, de NP: «Alors que jusque-là nous axions notre travail sur la société juive d'Israël, nous efforçant d'y promouvoir un changement profond dans le sens de la «civilisation» et d'une réduction du militarisme, avec l'intifada nous avons éprouvé la nécessité urgente de contrer le racisme israélien envers les Palestiniens (en Israël même et dans les Territoires), de résister à leur oppression flagrante. Un racisme et une oppression qui tout à la fois alimentent le militarisme israélien et sont nourris par lui.»

La dureté sans pareille des opérations militaires et policières de l'État hébreu à partir de la fin septembre 2000 a souvent été mise en parallèle, du moins dans les médias «qui comptent», avec la montée d'un désarroi et d'une incompréhension inédits dans la population israélienne. On nous a dit et répété que les protestations des Palestiniens, spécialement celles des citoyens arabes d'Israël au début octobre 2000, ont laissé le champ libre aux seuls «faucons» partisans de la répression. Tétanisés voire ébranlés dans leurs convictions, les défenseurs de la paix et les mouvements de la gauche israélienne ont été réduits à l'impuissance, lorsqu'ils ne cautionnaient pas le discours de la nécessaire reprise en mains.

L'attitude de New Profile dès les premières heures de l'Intifada bouscule sérieusement ce type de représentation.

La circulaire d'information du mouvement diffusée en janvier 2001 comporte un relevé très éclairant quoique partiel des initiatives qu'il a entreprises ou auxquelles il a participé entre la fin septembre 2000 et janvier 2001: la liste de diffusion internet de NP (en anglais) s'est transformée en une source d'information alternative de premier ordre sur la guerre en cours, fournissant à un nombre d'abonnés en forte augmentation des analyses, des positions et des faits passés sous silence ou à peine évoqués dans les médias établis (pour s'y inscrire, envoyer un message vide à NewProfile-subscribe@topica.com); pendant les manifestations de citoyens palestiniens d'Israël, NP a fait pression directement sur le Ministre de la Sécurité Intérieure, Shlomo Ben Ami, exigeant son intervention immédiate pour arrêter les tirs

dizaines de jeunes Palestiniens et ses membres ont pris part à un rassemblement au point de contrôle de A-Ram, appelant à une intervention internationale dans les Territoires occupés; en prolongement de l'activité de la Coalition des Femmes, le mouvement a co-organisé la conférence et la manifestation de Jérusalem le 29 décembre 2000 à côté des actions de protestation, il a aussi commencé à travailler conjointement avec les femmes de Wadi Ara dans la récolte de dons et de soutien pour les Palestiniens assiégés;

NP a élaboré un texte sur la responsabilité et les différents visages de la militarisation de la société israélienne dans les processus à l'œuvre à travers l'intifada. Ce document sert de base pour sérier les priorités du mouvement à l'heure actuelle; s'ajoutent à cela des séances d'études (par exemple sur les liens entre mouvements de libération nationale et mouvements de libération de la femme) et évidemment un travail

implications et le sens du service militaire de nos jours en Israël.

Une exemption pour cause de mauvaise condition physique ou de santé précaire leur apparaît alors comme la seule issue. En effet la loi israélienne ne prévoit pas de droit à l'objection de conscience pour les hommes et le conditionne sévèrement pour les femmes.

Tout jeune israélien ou israélienne exprimant ouvertement l'intention d'agir en accord avec sa conscience et s'abstenir d'intégrer l'armée est astreint à comparaître devant un organe militaire nommé «Comité de la Conscience» (sic), une institution censée représenter le Ministre de la Défense et accorder en son nom les exemptions que lui seul est habilité à autoriser. En pratique, ce comité, uniquement composé d'officiers, n'octroie presque jamais de dispense et fait surtout office d'alibi officiel face aux accusations de discrimination portées contre le Ministre. Le comité a lui-même admis récemment qu'il agit d'abord et avant tout en fonction des «besoins de main d'œuvre des FDI (Forces de Défense d'Israël)».

Une campagne de New Profile : l'appel au soutien de 2 objecteurs israéliens.

NP a mis sur pied un fonds de soutien destiné autant à financer l'appui juridique des objecteurs que celui des femmes victimes d'une manière ou d'une autre de la militarisation (celles par exemple qui ont subi un harcèlement sexuel à l'armée).

*Toute somme, si modeste soit-elle, peut être envoyée : par chèque (avec la mention «legal aid fund») à la trésorière de NP, ANNELIEN KISCH, 25/a Shivtei Yisrael street, Ramat Hasharon, 47252 Israel. Sur le compte en Belgique du MIR-IRG : 001-1114771-26, mention «Nouveau Profil Israël»
Pour plus d'infos : kisch-e@zahav.net.il*



**Manif pour la paix à Jérusalem
Sam 26 oct. 2002**

policiers; à la suite du meurtre de Palestiniens d'Israël et pour rompre l'atmosphère de peur et d'hostilité entretenue par le gouvernement et les médias entre Juifs et Palestiniens, des femmes membres de NP ont rendu une visite de condoléances au domicile de Wissam Yazgad, tué par la police à Nazareth. D'autres visites de ce type ont eu lieu depuis, notamment à Umm el Fahm et à Jat; dans la foulée de cette visite, NP a organisé une rencontre entre femmes juives et palestiniennes à Ar'ara, pour discuter d'actions communes. Elles décidèrent d'organiser une grande manifestation à Wadi Ara, dont la préparation est devenue l'un des ferments de la Coalition des Femmes pour une Paix Juste, la manifestation de Wadi Ara rencontra un impressionnant succès... mais ne bénéficia que de peu d'attention de la part des médias israéliens.

NP a mis sur pied une manifestation devant la prison Hasharon contre la détention de

intense de soutien aux objecteurs de conscience.

Nous nous attardons un peu ici sur ce dernier aspect.

Le parcours du non combattant

Malgré l'image souvent véhiculée d'une population israélienne unie tel un seul homme (par conviction ou par crainte) derrière ses «forces de défense», une large opposition aux rôles assignés à l'armée se manifeste dans le pays. Des milliers de jeunes femmes et hommes se soustraient chaque année au service militaire ou à l'incorporation dans des unités combattantes. Environ 25% des appelés sont exemptés pour raisons médicales ou jugés «impropres» au service. Il est de notoriété publique qu'un grand nombre d'entre eux ont en fait choisi de ne pas rejoindre les rangs de l'armée, ne pouvant se reconnaître dans les

New Profile
PO Box 48005
Tel Aviv 61480
www.newprofile.org (anglais et hébreu)

Yesh Gvoul («Il y a une limite»)

Des soldats qui refusent de servir l'occupation
C'est un mouvement qui s'est constitué lors de la guerre du Liban en 1982-83 et qui rassemblait à l'époque des réservistes de l'armée israélienne qui refusaient de cautionner l'agression israélienne. C'est aujourd'hui un groupe aux structures assez informelles et dont la capacité militante semble un peu à géométrie variable, en fonction de l'actualité et de la perception des «urgences». Les militants de Yesh Gvoul refusent de servir «de mauvaises causes».

« Avant de rencontrer l'un des membres de cette structure, on pensait en termes de «mouvement d'objecteurs de conscience», par analogie

gie à ce qu'on connaît en France. Mais il s'agit de tout autre chose. Selon notre interlocuteur, les militants de Yesh Gvoul ne refusent pas tous systématiquement les obligations militaires, ni même de combattre, le cas échéant, pour Israël. Ils refusent de servir «de mauvaises causes», qui n'ont rien à voir avec la défense du pays: guerre extérieure (Liban), occupation militaire de territoires au détriment de l'exercice de la souveraineté palestinienne, défense de colonies illégalement implantées. Dans ces conditions le mouvement considère qu'«il y a une limite»: le respect de certains principes moraux est supérieur à celui d'ordres illégitimes. Le mouvement est fondamentalement pluraliste: en son sein on peut trouver des sionistes, des non-sionistes et des anti-sionistes. Il n'exprime pas une position politique exclusive sur la résolution du conflit, mais tente de fédérer et de développer le refus de la répression et de l'occupation.

Il s'exprime principalement par des adresses aux soldats, des tracts, des pétitions, des manifestations, etc.

En réponse à une question sur la répression par l'armée de ces prises de position notre interlocuteur nous explique que les responsables de l'armée semblent avoir changé de tactique ces dernières années. Ils veulent éviter les problèmes politiques et donc ils favorisent autant que possible les petits «arrangements» individuels: quiconque veut éviter de partir dans les Territoires, sans toutefois exprimer publiquement sa position... se verra proposer autre affectation. L'armée évite ainsi une trop grande publicité à l'objection de conscience... et l'effet boule de neige!

Par contre, toute expression politique publique d'un refus d'effectuer les périodes de réserve ou le service militaire est punie d'emprisonnements qui peuvent se répéter (plusieurs soldats ont été condamnés par des tribunaux militaires ces derniers mois). Pourtant, notre interlocuteur nous dit que les distributions de tracts se passent bien: ils sont pris et lus... Il dit que les propositions de Yesh Gvoul ne sont plus systématiquement jugées déraisonnables, même par certains cadres de l'armée.

Au cours de l'entretien, l'évolution des relations entre la société israélienne et son armée est soulignée: une société certes toujours très mili-

tarisée... mais avec une forte baisse du prestige de cette institution.

Devenir officier n'est plus la voie royale pour les jeunes, d'autres carrières professionnelles (hautes technologies, monde des affaires...) deviennent plus attractives. La réussite individuelle, particulièrement en termes de fric, prendrait-elle le pas sur l'idéologie de la sacrosainte défense de la patrie éternelle?

Extrait du magazine Palestine Solidarité n°104 - Mai 2001 «La résistance au service militaire s'accroît en Israël.»

Inigo Gilmore à Jérusalem pour The Daily Telegraph 3 avril 2001 [Trad. de l'anglais - G.B.]

Six cents réservistes ont été emprisonnés en Israël, qui espère ainsi stopper la rébellion croissante contre le service militaire en Cisjordanie et à Gaza, qui a coûté la vie à plusieurs réservistes et donne des signes d'emballement.

Pas moins de 2.500 réservistes n'ont pas donné suite à leur convocation, et des milliers d'autres pratiquent l'objection de conscience passive, se faisant établir des certificats médicaux truqués ou s'inventant des raisons personnelles pour éviter d'être rappelés.

Rappelons que la loi israélienne impose à chaque homme d'accomplir son service militaire entre 18 et 21 ans, après quoi il est susceptible d'accomplir un rappel chaque année, d'une période de 26 jours, jusqu'à l'âge de 45 ans. Ces réservistes constituent une armée forte de 400.000 hommes, venant renforcer l'armée régulière constituée de 200.000 conscrits et de soldats de métier.

La majorité des réservistes n'ont que peu de sympathie pour les colons qui justifient l'occupation des Territoires pris aux Arabes à l'issue de la guerre des Six-Jours de 1967, occupation fondée sur des bases religieuses qui font des colonies une partie intégrante de l'Israël biblique. Les objections des réservistes, en majorité laïques, ont quant à elles une base morale et politique.

Cette crise survient à un moment où les dirigeants des colons veulent étendre les colonies, en partie pour répondre aux attaques terro-

ristes. Les tirs et les bombardements de la semaine dernière vont pousser les colons à réclamer de nouvelles extensions des terres occupées dans les Territoires.

Ehud Sprinzak, un universitaire spécialisé dans les questions politiques, explique: «Depuis l'arrivée au pouvoir de Sharon, de nombreux projets de nouvelles colonies ont été soumis, et ils ont trouvé une oreille bien disposée à leur égard. Bien sûr, la question des réservistes affectés à la protection des nouvelles colonies va devenir problématique.»

Selon les mouvements indépendants en faveur de la paix, le nombre de réservistes opposés au service est en augmentation rapide depuis l'intensification de l'Intifada: plusieurs réservistes ont été tués, et dans les dernières semaines, les colonies de Gaza ont subi pour la première fois des attaques régulières au mortier. Les récents événements d'Hébron, et une série d'attaques à la bombe la semaine dernière, ont encore souligné les risques encourus.

La question divise d'autant plus la société israélienne que beaucoup d'étudiants orthodoxes sont exemptés du service militaire pour donner la priorité à leurs études religieuses. Quelques officiers supérieurs estiment que l'emprisonnement de ceux qui tentent de se soustraire au service militaire risque d'exacerber la situation, en donnant l'opportunité aux opposants de former un mouvement uni drainant de nouveaux adhérents.

L'armée doit aussi faire face aux milliers de pétitions signées par des parents qui ne veulent pas voir leur fils accomplir leur service dans les Territoires occupés. Nombreux sont ceux qui téléphonent au commandement militaire, sollicitant pour leurs fils un emploi tranquille derrière un bureau.

Voici le texte de la déclaration des réservistes israéliens tel qu'il est publié sur leur site:

* Nous, officiers et soldats, combattants réservistes des Forces Israéliennes de Défense, qui avons été éduqués selon les principes du Sionisme - sacrifice et don de soi pour le peuple d'Israël et pour l'Etat d'Israël, nous qui avons toujours servi sur la ligne de front, et qui furent les premiers à exécuter n'importe quelle mis-



Attente interminable au checkpoint de Qalqilya

sion, facile ou difficile, dans le but de protéger l'Etat d'Israël et de le renforcer ;

* Nous, officiers et soldats, combattants réservistes qui avons servi l'Etat d'Israël pour de longues semaines chaque année, malgré le coût élevé pour nos vies privées, avons été en service de réserve partout dans les Territoires occupés, et nous avons reçu des ordres et des directives qui n'avaient rien à voir avec la sécurité de notre pays, et qui avaient pour seul objectif de perpétuer notre contrôle sur le peuple palestinien ;

* Nous, dont les yeux ont vu le coût sanglant que cette Occupation oblige les deux parties à payer, Nous, qui avons ressenti à quel point les ordres qui nous ont été donnés dans les Territoires, détruisent toutes les valeurs que nous avons intégrées en grandissant dans ce pays ;

* Nous, qui comprenons maintenant que le prix de l'Occupation est la perte du caractère humain des Forces Israéliennes de Défense et la corruption de la société israélienne dans son ensemble ;

* Nous, qui savons que les Territoires ne sont pas Israël, et que les colonies sont condamnées à être évacuées in fine ;

* Nous déclarons par la présente que nous ne continuerons pas cette guerre des colonies. Nous ne continuerons pas à nous battre au-delà des frontières de 1967 pour dominer, chasser, affamer et humilier un peuple entier.

* Nous déclarons par la présente que nous continuerons à servir dans les Forces Israéliennes de Défense pour n'importe quelle mission qui servirait à la défense d'Israël. Les missions d'occupation et d'oppression ne servent pas cet objectif et nous n'y prendrons pas part.

JERUSALEM, 28 Janvier 2002

Plus de 60 réservistes de l'armée israélienne, officiers pour la moitié d'entre eux et tous combattants confirmés, ont publiquement refusé de continuer à servir en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, en se basant sur le fait que les forces d'occupation israéliennes présentes dans ces régions humilient et abusent des Palestiniens.

"Nous ne continuerons pas à nous battre au-delà de la Ligne Verte dans le but d'occuper, de déporter, de détruire, d'enfermer, de tuer, d'affamer et d'humilier tout un peuple," déclare la pétition signée par les réservistes et publiée par le quotidien israélien à grand tirage Yedioth Ahronoth.

Au cours des années, il y a eu des cas de citoyens israéliens refusant complètement de servir dans l'armée, ou refusant de servir à certains endroits pour des raisons de conscience ou de choix politiques. Ce qui rend le cas courant inhabituel, c'est que tant de réservistes, des soldats et des officiers, se sont fait connaître publiquement et au même moment.

De plus, les organisateurs de la pétition - deux lieutenants de réserve d'une vingtaine d'années qui ont servi lors de missions antérieures dans les territoires occupés par Israël - disent que

leur objectif est de réunir 500 signatures dans les semaines à venir, et de lancer une grande campagne sociale.

"Nous avons tous nos limites," a déclaré au Yedioth le Lieutenant de réserve David Zonshein, 28 ans, ingénieur de logiciels et l'un des deux hommes qui ont rédigé la pétition. "Vous pouvez être le meilleur officier, toujours le premier, ..., et tout d'un coup on vous demande des choses qu'on ne devrait pas vous demander -- tirer sur des gens, arrêter les ambulances, détruire des maisons sans savoir si quelqu'un les habite."

Zonshein, qui a rédigé la pétition avec le Lieutenant de réserve Yaniv Itzkovich, 26 ans, professeur assistant à l'université, a refusé de parler avec les correspondants étrangers. Mais, avec d'autres signataires de la pétition, ils ont relaté à Yedioth des incidents dans lesquels les troupes israéliennes ont ouvert le feu sur des enfants palestiniens et d'autres civils qui ne posaient aucun danger apparent pour leurs vies.

Dans une déclaration, l'armée israélienne a dit: "Servir dans les Forces Israéliennes de Défense est obligatoire, et il n'est pas question que les soldats de réserve choisissent les boulots qu'ils veulent ou ne veulent pas faire. Les auteurs de la pétition ne représentent pas les soldats et les officiers de réserve qui comprennent leur mission et travaillent jour et nuit pour la sécurité de l'Etat d'Israël et pour la paix de ses citoyens."

La plupart des hommes israéliens doivent servir dans l'armée comme réservistes jusqu'à l'âge de 45 ans, typiquement en passant de quelques semaines à un mois ou plus loin de leur famille et de leur travail civil.

Raanan Gissin, porte-parole du Premier Ministre Ariel Sharon, a reconnu que les allégations d'abus par l'armée existent et doivent faire l'objet d'une enquête, mais il a rejeté les pétitions et les refus de servir dans l'armée comme étant un "phénomène marginal."

La pétition "sape la base de la démocratie israélienne," a-t-il déclaré. "Vous ne pouvez avoir un gouvernement dans lequel les gens peuvent décider qu'ils vont bombarder cette cible-ci mais pas celle-là. Vous suivez la règle de la majorité et la majorité a décidé que ceci est le gouvernement et que ceci est sa politique."

Depuis que la révolte armée palestinienne actuelle a commencé en Septembre 2000, plus de 500 Israéliens ont refusé de servir dans les Territoires occupés par Israël, en ce compris des conscrits et des réservistes, selon "Il y a une limite", un groupe israélien qui encourage de tels objecteurs.

Dans ce nombre, à peu près 40 ont été condamnés à des termes de prisons qui sont généralement courts; 12 d'entre eux étaient des officiers

de réserve. D'autres ont été ignorés ou se sont vu attribuer des fonctions militaires à l'intérieur d'Israël.

Ram Rahat, 45 ans, un ancien soldat de combat qui a refusé de servir durant l'invasion israélienne du Liban en 1982, a dit que les refus actuels ressemblent à ce qui s'est produit lors des conflits précédents.

"Cela signifie que les gens qui ont fait quelques fois leur service de réserviste, qui ont été dans les Territoires et qui ont vu ce qui se passait là-bas, commencent à en avoir assez," déclare Rahat qui est comptable. "C'est exactement ce qui s'est passé durant la première Intifada. Comme de plus en plus de gens avaient fait leurs missions de réservistes et revenaient pour la seconde ou troisième fois, il y a eu de plus en plus de cas de refus."

Février 2002

Le parti communiste israélien

En Israël, pendant long temps la seule organisation pouvant prétendre se classer à l'extrême gauche a été le Parti communiste dont l'influence au sein de la population arabe était importante. Pourtant les Arabes israéliens, coupes des Juifs et considérés comme des citoyens de seconde zone, se sont de plus en plus identifiés à la cause palestinienne jusqu'à adhérer à ses organisations pour certains. Organisations radicales mais nationalistes et qu'on peut donc difficilement qualifier de gauche, même quand elles se disent marxistes ou léninistes.

Les communistes israéliens

A la suite de la politique menée par Staline en 1947, favorable à la création d'Israël, les militants communistes juifs se sont tournés vers le sionisme. Cote arabe, le Parti communiste a été discrédité et a perdu une partie de son influence. Il existe donc actuellement deux partis communistes, le Rakah du cote juif et le Hadash du cote arabe. La politique du Rakah, anciennement appelé Maki, a toujours été suivie à l'égard des travaillistes. Perméable au sionisme, il s'est refusé à dénoncer les différentes guerres contre les Palestiniens. La guerre de 1948 était pour lui une guerre de libération nationale ! Il voulait bien parler de l'égalité civique entre Arabes et Juifs à l'intérieur d'Israël, mais il n'était pas question de soutenir les droits des Palestiniens. Le Hadash mène une politique différente, mais guère plus hardie. Il est en ce moment au cœur d'une coalition, le Front démocratique pour la paix et l'égalité. Il bénéficie d'un courant de sympathie important dans la population arabe, mais sa politique indécise lui vaut des critiques de cette même population. Lors des élections de 2001, plutôt que le boycott (suivi par 82 % des Arabes israéliens dégoûtés par la politique de Barakh) il a préféré le vote blanc. Il semblait ainsi rechigner lui aussi à condamner clairement la politique des travaillistes. Ce n'est pas de ce cote qu'on trouvera une extrême gauche.

Toute occupation est une oppression.

Les femmes en noir de Jérusalem

Ce texte a été réalisé à partir des interviews d'Yvonne DEUTCH et Gila SVIRSKY fin août 2001 à la rencontre internationale des « Femmes en noir » à Novi Sad en Yougoslavie

Inspirées par les Mères de la place de Mai Silencieuses, vêtues de noir, les « Femmes en noir » de Jérusalem sont apparues lors de la première Intifada. Tous les vendredis, place de France à Jérusalem-Ouest, leurs pancartes « fin de l'occupation », en anglais, en hébreu et en arabe disaient clairement qu'elles refusaient la politique d'occupation des territoires au-delà de la ligne verte, de l'Etat d'Israël et de ses gouvernements successifs. Elles rappelaient à chaque « qu'il n'y a pas de paix sans justice »

Les agressions verbales et même parfois physiques des passants ne leur ont pas été épargnées. Que des femmes anonymes brisent le tabou et osent dire publiquement qu'il n'y avait pas de paix possible sans que les territoires occupés soient rendus et constituent un Etat palestinien était difficile à supporter pour l'opinion publique israélienne. C'était la trahison et la trahison par des femmes, ce qui fit se déchaîner le sexisme à leur égard. Pourtant comme les Mères de la place de Mai (qui les ont inspirées), leur ténacité, leur dignité, ont payé. Elles sont devenues emblématiques de la résistance non violente des femmes à une situation d'injustice ; d'autres groupes de « Femmes en noir » se sont créés de par le monde, à Belgrade, en Colombie, en Italie, en Espagne, aux USA... Et le réseau se retrouve une fois par an. Deux d'entre elles ont retracé leur histoire et leurs nouvelles actions depuis un an.

Origine des « Femmes en noir » de Jérusalem

C'est dans le contexte de la guerre du Liban que naît le mouvement pacifiste israélien ; « Paix Maintenant » apparaît en 1979. En 1984 est créé un Mouvement des Femmes pour la Paix qui était en gestation depuis 1982. Refondé en 1989, il donnera la naissance en 1994 à la « Coalition des Femmes pour une paix juste ».

Pour la première fois, les femmes ont manifesté au moment de la guerre du Liban. Il faut dire qu'après 1973 et l'occupation des territoires, l'armée et l'importance de la place qu'elle occupe dans l'establishment israélien commencent à faire l'objet de débats. En Israël, les femmes doivent effectuer leur service militaire, au même titre que les hommes, mais en réalité beaucoup réus-

sissent à s'en dispenser.

La gauche radicale a toujours développé les mots d'ordre de solidarité avec le peuple palestinien et quand éclate la première Intifada, ce travail continue.

Mais du côté des femmes au sein du Mouvement de la Paix, une combinaison originale de féminisme radical et de gauche radical, donnent naissance aux « Femmes en noir » de Jérusalem en 1988 autour de la figure emblématique de Hagar Roblev (décédée en 2000).

Ce mouvement va être capable de rassembler, autour d'une base commune, qui est la fin de l'occupation des territoires palestiniens, des femmes ni radicales, ni forcément féministe et pour beaucoup ce sera une véritable rupture. L'idée force est d'appliquer la critique féministe de l'« occupation » subie par les femmes dans un monde dominé par les hommes, à ce qui se passe dans les territoires occupés ; « toute occupation est une oppression ». C'est ainsi disent-elles, qu'elles ont pris conscience qu'elles étaient dans le camp de l'occupant et qu'elles ne voulaient plus l'être. Démarche de femmes, démarche de citoyennes, démarche de mères aussi ; jusqu'ici l'armée constituait le creuset de l'unité nationale, désormais elles estiment que ce ne sont plus les valeurs qu'elles veulent voir transmettre à leurs enfants.

Et vis-à-vis des Palestiniens, ce n'est pas d'abord la solidarité qu'elles mettent en avant, c'est plutôt le côté « amoral » ; ces enfants que l'on tue pourraient être les nôtres, c'est une guerre civile contre des femmes et des enfants. Des femmes, qui ne sont ni radicales, ni féministes, vont alors adhérer à cette démarche et pour beaucoup c'est une véritable rupture.

On assiste donc à une mobilisation qui déborde les réseaux habituels de solidarité politique et qui va renvoyer à la société israélienne l'image de l'occupation et de la répression qu'elle fait régner sur le peuple palestinien, image renvoyée par des femmes en deuil se dressant dignes et silencieuses. Un véritable choc.

En décembre 1988 a lieu une grande conférence sur le thème de « l'attitude féministe contre l'occupation » qui rassemble bien au-delà de l'aire féministe.

SE FAIRE CONNAÎTRE

Au début les médias font silence, les femmes font elle-mêmes leurs photos de la manifestation pour la faire connaître. Peu à peu leur présence s'impose malgré les avatars, elles rallient autour d'elles et deviennent un maillon fort du camp de la paix. Le rassemblement du vendredi, place de France à Jérusalem finira par être connu dans le monde entier. Les « Femmes en noir » sont devenues emblématiques des femmes luttant contre la politique de leur gouvernement avec la seule force de leur conviction de femmes. D'autres groupes se créeront sous ce sigle dans les années suivantes dans d'autres situations, à Belgrade par exemple.

Lent cheminement vers une collaboration entre femmes israéliennes et palestiniennes C'est tout naturellement la volonté d'aller vers les femmes de l'autre camp qui est aussi dans leur démarche ; « en tant que féministes on voulait écouter les Palestiniennes, comprendre ce qu'elles vivaient. » Il y avait bien sûr des contacts avec les Palestiniens pour des actions de solidarité, mais pas de liens spécifiques avec les femmes.

« C'est difficile d'inspirer la confiance quand on fait partie du camp des oppresseurs, car la violence produit une contre violence, il faut absolument en prendre conscience », disaient-elles et en effet la méfiance était grande du côté palestinien. Ce sont des féministes italiennes des mouvements de paix qui vont aider à vaincre cette méfiance. Elles sont le troisième élément de cette combinaison. Leur intervention permet de dégager un espace politique commun entre femmes israéliennes et femmes palestiniennes. Le premier résultat sera une présence de 55 femmes palestiniennes à une conférence commune. Peu à peu une collaboration va pouvoir s'établir, uniquement sur les problèmes de l'occupation. En 1992 sera créé le Lien de Jérusalem dans lequel Israéliennes et Palestiniennes (en particulier celles du Centre pour femmes de Jérusalem) ont toute une gamme d'actions communes en direction des femmes, des enfants, des écoles, de la santé, des prisonniers...

C'est en 1989, que des femmes israéliennes et palestiniennes organisent ensemble la pre-



mière journée du Temps pour la Paix. Cette manifestation, pour une solution négociée des deux Etats, a duré plusieurs jours et a fait se déplacer près de 2000 personnes venues de l'étranger, surtout d'Europe. La seconde journée, avec la chaîne humaine autour de la vieille ville de Jérusalem, était organisée par Paix Maintenant.

Le dernier vendredi de décembre de la même année, des femmes palestiniennes et israéliennes se succèdent alternativement dans des débats organisés à Jérusalem-Ouest. Puis c'est le rassemblement place de France d'où part une longue manifestation ; plus d'un millier de personnes venues de toute l'Europe, sévèrement contrôlée par la police à cheval, sont allées rejoindre symboliquement à Jérusalem-Est le théâtre où les femmes palestiniennes ont préparé une manifestation culturelle. Des affrontements auront d'ailleurs lieu près du théâtre.

LES RAVAGES DE LA GUERRE DU GOLFE

Quand arrivent les accords d'Oslo, la guerre du Golfe a malheureusement créée une première fissure entre femmes israéliennes et palestiniennes. Les femmes israéliennes ont été déçues par la prise de position palestiniennes pro-irakienne et ont eu peur de la guerre. C'est le début d'un affaiblissement du mouvement des femmes israéliennes. C'est la montée en puissance du Hamas, côté palestinien dont une des dimensions est la reprise en main des femmes qui s'étaient énormément affirmées pendant l'Intifada. Ce n'est d'ailleurs pas le seul intégrisme, on voit aussi s'affirmer des fondamentalistes chrétiens.

La gauche radicale est perplexe par rapport à Oslo, mais ne voit pas de solution de rechange ; la fraction la plus à gauche y voit un piège. On assista donc à un effritement, un affaiblissement du camp de la paix.

Pour les femmes, la majorité se rallie à Oslo, mais avec vigilance.

La « Coalition des Femmes pour une Paix Juste » se constitue, regroupant dix organisations dont « Les Femmes pour la Paix » 4 (la partie israélienne du Lien de Jérusalem ») et « Femmes en noir ».

LA 2ÈME INTIFADA

La deuxième Intifada est une nouvelle guerre contre les Palestiniens disent les « Femmes en noir », une terrible guerre au quotidien. Le tournant c'est Camp David, Barak a détruit « le désir de paix », et « Sharon en allant à Al Aqsa a plongé les deux camps dans le désespoir ». Cette deuxième Intifada est celle du désespoir, de trop de déceptions accumulées. Découragement et pessimisme pour les « Femmes en noir », devant la nécessité de tout recommencer avec les faibles moyens existants ; pas de bureau, pas d'argent..., la nécessité de reprendre encore une fois une action symbolique et surtout la déception de n'avoir jamais pu faire entendre leur voix dans les négociations.

NOUVELLES RÉSISTANCES

D'autres sont plus optimistes, galvanisées par l'arrivée de nouvelles femmes qui se mobilisent. Elles continuent de faire face aux défis, sortent de plus en plus dans la rue, participent à la désobéissance civile, aux actions de solidarité avec les Palestiniens.

L'armée commence d'ailleurs à se méfier des femmes dans ses rangs. Récemment, pour la première fois depuis 1982, une femme qui refusait d'effectuer son service dans les territoires occupés à été emprisonnée et a subi de mauvais traitements. Avia Attal, qui attend son jugement, explique son refus : « je ne crois pas à la brutalité et à l'usage de la force, je pense que c'est l'armée et les politiques qui nous ont conduits à la guerre. Je ne veux pas y participer, je n'effectuerai pas mon service dans les territoires occupés en 1967. Je ne crois pas à la politique d'expansion d'Israël...je veux apprendre aux enfants à aimer la terre d'Israël...je ne veux pas leur faire des leçons sur les bombes... »

LE RÔLE DES MÉDIAS

Le silence des médias est total sur toutes les actions pourtant nombreuses ; octobre 2000, 500 personnes avec l'organisation « Bloc pour la Paix » 5 ; 8 novembre 2000 meeting de toutes les organisations féministes, une dizaine, sur le thème des femmes

contre l'occupation ; 28 décembre 2000 à Jérusalem grande conférence réunissant femmes israéliennes et palestiniennes et une marche réunissant 3000 femmes vêtues en noir ; 1er février 2001, action commune hommes-femmes ; 4 février 2001, des femmes occupent la rue en s'allongeant sur le sol et 70 d'entre-elles se font arrêter ; diverses autres actions sont menées, comme celles de remplir les blockhaus d'ordures ou d'essayer de débloquer les points de contrôle...

Pour la première fois deux médias importants CNN et BBC ont couvert la manifestation du 8 juin 2001 appelée au niveau international par les « Femmes en noir ». Elle a été importante : 10.000 personnes sur les mots d'ordre « pas de nouvelle guerre », « pas d'occupation ». Il y a eu aussi des rassemblements dans de nombreux pays, dont à Paris, aux USA...

ESPOIRS ET CRAINTES

Le problème le plus difficile aujourd'hui, c'est la crise que traversent les relations avec les organisations de femmes palestiniennes. Le nombre de victimes de la répression israélienne, la situation insoutenable faite aux habitants des territoires occupés, a plus que tendu les relations. +Depuis l'incursion de Sharon à El Aqsa, la méfiance s'est à nouveau terriblement accrue côté palestinien et les pressions ont beaucoup réduit la coopération. Il ne subsiste plus aujourd'hui que des relations de manière individuelle.

« On gagnera, l'occupation est condamnée » nous dit l'une des principales activistes de la mobilisation actuelle, « l'occupation tue les Palestiniens mais aussi les Israéliens », la société finira par réagir.

Il n'empêche que la population palestinienne craint des actions de plus en plus dures de l'armée israélienne allant même jusqu'à une action d'envergure.

Giselle DONNARD

Nota

Dans le texte nous avons mis la traduction française des noms des organisations.

Leur noms d'origine est donné ci-après.

- 1) Femmes en noir - Women in black
- 2) Paix Maintenant - Shalom Achshov
- 3) Lien de Jérusalem - Jerusalem Link
- 4) Femmes pour la Paix - Bat Shalom
- 5) Bloc pour la Paix - Gush Shalom

COMITE DES FEMMES EN NOIR DE PARIS

Les « Femmes en noir Paris » se sont constituées en comité et se rassemblent sur un rythme bi-mensuel

Rassemblement silencieux en vêtements noirs les samedis de 15h à 17h, place de la Fontaine des Innocents

(à côté du Forum des Halles)

Comité des Femmes en noir Paris

Email : femmesennoirparis@yahoo.fr

Tél. 01 48 98 10 14

Les Juifs, le Sionisme et Israël

Soutenir le peuple Palestinien

Il est difficile de ne pas commencer par l'actualité. Dans la guerre qui oppose le gouvernement et l'armée israélienne au peuple palestinien, il y a un occupant et un occupé. Il y a un peuple qui compte ses morts par milliers, qui subit tous les jours les pires humiliations, à qui on vole la terre et l'eau, dont on détruit les maisons et les infrastructures. Et il y a des colons, fanatisés et surarmés dont la présence est la cause principale de la guerre. Il y a des Palestiniens qui ont fait une concession majeure : limiter leur futur état aux territoires occupés en 1967 soit 22 % de la Palestine historique. Et il y a une classe politique israélienne qui reste autiste. La droite rêve toujours d'Israël du Nil à l'Euphrate et d'une expulsion massive des « Arabes ». Quant à la prétendue gauche, elle n'a jamais imaginé autre chose pour les Palestiniens qu'un « bantoustan ». Et elle n'a jamais cessé la colonisation.

Je n'idéalise pas la société palestinienne qui a aussi ses intégristes ou ses racistes. Mais le peuple palestinien n'a qu'un seul choix : résister malgré les massacres et les humiliations. Il a besoin de notre soutien total. On ne peut donc pas se contenter « d'être pour la paix » ou de renvoyer dos-à-dos les belligérants. On doit exiger le retrait d'Israël de tous les territoires occupés en 1967, le démantèlement de toutes les colonies et l'expulsion de tous les colons.

LA QUESTION CENTRALE

D'autres seront beaucoup plus compétents que moi pour parler de cette guerre. Je vais donc limiter mon intervention à une question cruciale pour la suite de la guerre. Pourquoi la grande majorité des Juifs soutiennent-ils, quoi qu'il fasse, le gouvernement israélien (la manifestation du CRIF vient hélas encore de le prouver) ? Pourquoi, à l'heure où l'on réalise (enfin) les ravages des nationalismes, le Sionisme reste-t-il si populaire chez les Juifs ? Comment un peuple qui a subi l'extermination nazi peut-il pratiquer ou approuver les violations quotidiennes des droits les plus élémentaires ?

Ma réponse, et c'est ce thème que je vais développer, c'est que le Sionisme et l'Etat d'Israël constituent une espèce de perversion de l'identité Juive (qui est essentiellement liée à

la diaspora) et que la dérive actuelle est la conséquence d'une réécriture de l'histoire du Judaïsme. La construction artificielle d'une prétendue identité israélienne s'est faite en détruisant les langues, les cultures et les valeurs des Diasporas. La société israélienne est malade et éclatée. Sa seule cohésion, c'est le fantasme de l'encerclement hostile et de la destruction, c'est l'agitation perpétuelle du souvenir de l'antisémitisme et de la Shoah. Mais là encore, il y a à mon sens, une escroquerie. Le Sionisme n'a aucune vocation à lutter contre l'antisémitisme et n'a aucun droit à récupérer la Shoah.

QU'EST-CE QU'ÊTRE JUIF ?

Au départ, il y a un peuple lié à une religion et à un territoire mais tout s'est modifié après la destruction du IIe temple par les troupes romaines (70 ap JC). La dispersion (diaspora) a entraîné de nombreuses conversions (dans les deux sens). Il est clair que, physiquement, un Juif éthiopien (Falacha) ne ressemble pas à un Juif d'Afrique du Nord ou à un Juif d'Europe centrale. On est au départ juif par religion. L'Inquisition espagnole passera à une définition raciale puisque, après l'expulsion des Juifs, elle s'en prendra aux « conversos » et aux Marranes, bref à tous ceux qui ont « du sang juif ». L'antisémitisme moderne et en particulier le nazisme définira également les Juifs comme une « race » inférieure qu'il faut anéantir. Mais le Sionisme aussi donne une définition « raciale » du judaïsme. On est juif « par sa mère ». Ainsi, moi qui suis né de parents Juifs, athée, non circoncis, antisioniste et de culture française, je peux devenir automatiquement citoyen israélien si j'émigre alors qu'un « Arabe israélien » (terme désignant les Palestiniens qui ne sont pas partis en 1948) sera toujours un étranger dans son propre pays qui se définit comme un « Etat juif ».

On confond trop souvent le peuple juif (ou plutôt les peuples juifs, car les histoires des diasporas ont beaucoup divergé), la religion israélite, l'idéologie sioniste et la nationalité israélienne. Il s'agit de 4 concepts bien distincts.

Il existe une version tragique de l'histoire des Juifs. C'est celle « du Dernier des Justes », le livre d'André Schwartz-Bart (1959). C'est l'his-

toire d'une famille qui commence avec le pogrom d'York en Angleterre au Xe siècle et qui s'achève à Auschwitz où le dernier descendant est gazé. L'histoire des Juifs n'a pas toujours été aussi tragique. C'est avant tout celle d'un peuple sans territoire qui a appris (comme les Tsiganes) à défendre son identité, ses valeurs, sa culture malgré l'adversité. Un peuple qui, par nécessité, a développé des formes d'universalisme, de cosmopolitisme. Un peuple forcé de vivre dans des « ghettos » et de pratiquer les métiers interdits aux autres (dont l'usure). Un peuple qui a emprunté chez d'autres peuples (espagnol, allemand, arabe) ses langues (le ladino, le yiddish, le judéo-arabe), sa musique et une partie de sa culture.

L'ANTISÉMITISME

Au départ les Juifs ont subi un antijudaïsme essentiellement chrétien (les Juifs étant « déicides »), marqué par des massacres (les Croisades ont commencé par un génocide contre les Juifs de la vallée du Rhin) et des pogroms (en Espagne, en Europe orientale). Dans les pays musulmans, les Juifs avaient un statut, comme toutes les minorités religieuses pratiquant une « religion du Livre ». Statut d'infériorité mais qui les protégeait, sauf en cas de crise, des exactions. L'antijudaïsme religieux va prendre une nouvelle forme dans l'Espagne du XVe siècle. L'unification du pays et la construction d'un Etat moderne s'accompagne d'une véritable « purification ethnique » contre les Maures et les Juifs.

La sortie du ghetto commence en Allemagne au début du XVIIIe siècle. Elle se poursuit avec les droits qu'obtiennent les Juifs européens après la Révolution française. Cette possibilité de sortie du ghetto se traduit chez les Juifs par un profond désir d'assimilation, par une distanciation avec la religion et par une adhésion massive à la laïcité, aux idées des « Lumières », voire aux idées révolutionnaires naissantes.

L'antijudaïsme chrétien traditionnel cède alors la place à l'antisémitisme moderne. Le Juif personifie celui qu'on ne voit pas mais qui est là, qui ressemble à l'autre mais qui est « impur ». Il est haï, non pas parce qu'il vit ailleurs, mais au contraire parce que socialement il s'est intégré et qu'il brise les délires de société homogène, ethniquement pure et parfaite-

ment ordonnée. Il est perçu comme un obstacle à la construction (nationaliste) des états modernes. Il est significatif que le pays où l'antisémitisme a atteint sa forme la plus extrême (l'Allemagne) est celui dont les Juifs étaient culturellement les plus proches. Les Juifs européens parlaient une langue dérivée de l'allemand. De très nombreux intellectuels, écrivains, artistes ou hommes politiques allemands étaient juifs ou d'origine juive. La figure juive qui est insupportable à l'antisémite pathologique, c'est celle de Marx, de Freud, de Kafka, de Rosa Luxembourg, bref c'est cette forme d'universalisme ou de pensée rebelle.

C'est là qu'il faut éviter tout contresens avec les attaques actuelles contre des synagogues ou des écoles juives. Ces attaques imbéciles, fort bien condamnées par Leïla Shahid viennent de gens qui font les mêmes assimilations

nisme. Il y a des Juifs antisionistes (peu hélas) et il y a en revanche beaucoup de fascistes qui ont, dans leur racisme anti-arabe, une certaine admiration pour Israël. Encore une fois, il faut lutter contre toute banalisation de l'antisémitisme ou de l'antijudaïsme. Mais en s'engageant à fond dans le soutien à Sharon, les « institutions Juives » (je reviendrai plus loin sur le CRIF) favorisent la confusion et en profitent pour inciter les Juifs français à émigrer en Israël.

LE SIONISME ET LA RÉÉCRITURE DE L'HISTOIRE

Il est symptomatique de constater que les dirigeants sionistes ont toujours eu le souci de propager une version de l'histoire du judaïsme qui fasse de la construction de l'Etat d'Israël un aboutissement naturel. Ainsi Shamir, à l'ouverture de la conférence de Madrid (1991, premier pas vers les accords d'Oslo) affirme que

opportunément retrouvé les ruines d'une synagogue de l'Antiquité. Le tour est joué et l'annexion justifiée.

Le Sionisme se définit comme un « mouvement de libération national ». Il apparaît au moment de l'affaire Dreyfus et du pogrom de Kichinev. Jusqu'en 1945, il sera minoritaire parmi les Juifs européens. Il y avait 100.000 Juifs en Palestine au moment de la déclaration Balfour (1917) et 400.000 pendant la deuxième guerre mondiale (1/3 de la population de la Palestine). Les Juifs d'Europe à cette époque ont massivement abandonné toute pratique, voire toute croyance religieuse. Ils ont massivement adhéré aux idées révolutionnaires. On en trouve dans tous les partis et en particulier au P.C. Pour les nazis, Juif=Bolchévique. Un autre mouvement, le Bund est hégémonique en Pologne. Il prône la libération des Juifs par la révolution socialiste, l'égalité des droits et l'autonomie culturelle. Bref, face aux communistes pour qui « il n'y a pas de question juive » ou aux Sionistes qui revendiquent un territoire (avec le fameux mythe meurtrier de « la terre sans peuple pour un peuple sans terre »), les Bundistes proposent une émancipation des Juifs sur place, sans territoire spécifique.

Au départ, la « gauche » est largement majoritaire chez les Sionistes. Le Poale Sion sera en URSS un compagnon de route du P.C. jusqu'à son élimination par Staline. Les kibboutz sont fondés par des socialistes utopiques. Et les jeunes sionistes (l'Hashomer Hatzair) serviront souvent d'antichambre à un engagement plus radical.

Mais les institutions juives qui s'installent en Palestine organisent dès le départ l'expropriation des Palestiniens de leurs terres. Dès 1930, apparaît la droite sioniste. Son chef, Jabotinski, se définit comme « révisionniste ». C'est un admirateur de Mussolini qui prône l'expulsion de tous les Palestiniens. C'est son programme que Sharon essaie d'appliquer aujourd'hui. La droite Sioniste n'est pas un accident de l'histoire. C'est la conséquence inévitable de toute logique nationaliste qui, au nom des prétendus intérêts d'un peuple, finit par nier les droits de tous les autres.

LA SHOAH

Israël est une conséquence indirecte de la Shoah. Avant Auschwitz, l'idée que la seule solution pour les Juifs était d'avoir un état était largement minoritaire. Le génocide perpétré par les Nazis représente bien la barbarie absolue, l'énergie de l'Etat le plus puissant du monde étant entièrement tournée vers l'extermination de masse. D'autres régimes barbares ont essayé d'imiter les Nazis mais sans en avoir les moyens. Et il serait ridicule de comparer les atrocités actuelles commises en Cisjordanie ou à Gaza avec la Shoah.



Action conjointe pacifiste israélienne de Gush Shalom avec les militants du Fatah en présence des internationaux, contre le mur de Qalqilya

hâtives que les Sionistes. Ils mélangent juif, israélite, israélien et sioniste. Ils s'imaginent que leur acte est une forme de protestation contre la violence de l'armée israélienne alors qu'ils desservent la cause palestinienne.

Encore une fois, l'antisémitisme historique, celui de Céline, de Brasillach ou du régime de Pétain ne s'en prenait pas à l'image du tankiste israélien. L'antisémitisme a frappé un peuple dont la culture minoritaire a disparu. La moitié des Juifs Européens a été exterminée par les Nazis. Et le Sionisme s'est ingénié auprès des survivants à faire disparaître la spécificité du peuple Juif en construisant un pays « ethniquement pur », reproduisant les mêmes tares que bien d'autres régimes qui ont cultivé ce mythe meurtrier.

L'antisémitisme a été un élément fondateur et fédérateur de toutes les formes de fascisme et il n'est pas étonnant que Le Pen reprenne régulièrement des thèmes antisémites. Mais l'antisémitisme n'a rien à voir avec l'antisio-

les Juifs sont en Palestine sans interruption depuis 4000 ans. C'est bien sûr faux. Entre la prise de Massada par les Romains (vers 130 ap JC) et l'arrivée de Juifs Espagnols en Galilée à la fin du XVe siècle, il n'y a quasiment plus de Juifs en Palestine, en tout cas beaucoup moins en proportion que dans les pays voisins. Ministre de l'Education de Sharon, Mme Livnat en rajoute une couche. « La Palestine a été envahie par les Arabes comme l'Espagne et elle s'en est libérée comme l'Espagne (! !). Les Juifs seraient majoritaires à Jérusalem depuis 1868 » etc... Des délires ? Certes, mais les partisans de la Grande Serbie déliraient aussi en affirmant que les Albanais étaient des envahisseurs venus du Caucase et les génocidaires du Rwanda déliraient en affirmant que les Tutsis étaient des étrangers venus d'Ethiopie. On a vu le résultat de ces délires.

Il est facile de réécrire l'histoire. Dans le Golan occupé, j'ai vu des villages dynamités, des mosquées écroulées. Par contre, à l'entrée de Qatzrin ; la ville nouvelle israélienne, on a

Les Sionistes affirment que si Israël avait existé, les Juifs auraient été sauvés. Mensonge évident. La résistance Juive au Nazisme a été essentiellement communiste ou Bundiste. Les communistes juifs qui avaient massivement participé aux Brigades Internationales se sont engagés dans la résistance souvent contre l'avis du parti avant l'attaque de l'URSS par Hitler (voir l'exemple de Léopold Trepper, fondateur de « l'orchestre rouge »). Ils ont formé une large partie de la MOI (« main d'œuvre immigrée »), principal groupe de résistance à Paris en 1943. Les Bundistes ont joué un rôle déterminant dans l'insurrection du ghetto de Varsovie. Tous les Juifs n'ont pas eu la même conscience. L'UGIF (Union Générale des Israélites Français), ancêtre du CRIF, a collaboré avec le régime de Pétain en donnant ses fichiers et en sacrifiant les Juifs étrangers (lire Maurice Rajsfus). Il y a eu des Juifs collaborateurs espérant naïvement sauver leur peau. Le groupe Manouchian exécutera le traître Rabinowicz et les insurgés de Varsovie liquideront l'administration (juive) du ghetto ?

Et les Sionistes ? Il a existé très peu de groupes de résistance sionistes. En Palestine, de nombreux Juifs se sont engagés dans l'armée anglaise (Moshé Dayan a perdu son œil en combattant les Pétainistes en Syrie) mais la droite sioniste est restée aveugle très longtemps. En 1942, le groupe Stern commettait toujours des attentats ... contre les Britanniques.

LA FONDATION D'ISRAËL

Avec l'ouverture des archives, des historiens « dissidents » israéliens ont pu réécrire la vraie histoire de la guerre de 1948. Ilan Pappé montre que l'image du « David israélien face au Goliath arabe » est assez largement une invention propagandiste. Consciemment, la « communauté internationale » et l'ONU ont choisi de faire payer au peuple palestinien les crimes du Nazisme dont il n'était pas responsable. La visite en Allemagne Nazi du grand mufti de Jérusalem a été habilement utilisée.

Les Palestiniens appellent cette guerre la « Nakba » (la catastrophe). On sait maintenant qu'ils ne sont pas partis spontanément. Le plan « Dalet » (D en Hébreu) avait prévu leur expulsion et la supériorité militaire israélienne ne faisait aucun doute. Des villes comme Lydda (Lod) ou Ramla ont été vidées de leur population palestinienne en une journée. Là où les Palestiniens sont restés (Haïfa, Nazareth), ils le doivent à la présence militaire de l'armée britannique. Bien sûr, c'est l'Irgoun, bras armé de la droite de Begin, qui a réalisé le massacre de Deïr Yassine mais Pappé montre qu'il y avait complémentarité entre ces milices et la nouvelle armée israélienne.

La responsabilité des régimes arabes est écrasante. Ils ne se sont pas vraiment battus, ils ont même pactisé avec les Israéliens (pour la Jordanie, c'est évident). Ils ont contribué à peupler le nouvel Etat d'Israël en incitant assez vivement le million de Juifs des pays arabes à partir.

UNE SOCIÉTÉ À LA DÉRIVE

Israël s'est fondé sur des mensonges (la terre sans peuple, le départ « spontané » des « Arabes ») et sur la négation de l'existence et des droits du peuple palestinien. Le pays s'est transformé en une tête de pont de l'impérialisme américain dans la région. Au départ, la justification de l'existence d'Israël était que c'était la seule solution pour les Juifs persécutés dans le monde entier. Cette justification ne tient plus. Seule, une minorité d'Israéliens a connu ces persécutions. L'arrivée massive des Juifs du Monde Arabe, des Juifs soviétiques ou l'émigration actuelle correspondent à une autre histoire, celle d'un prétendu « retour identitaire ».

Le projet sioniste est devenu dès les années 50 un projet de conquête et de peuplement. Pour fabriquer l'Israélien nouveau, il a fallu détruire patiemment le « Juif », l'étranger, le cosmopolite, l'universaliste, l'exilé ... Il a fallu liquider les langues de la Diaspora. Il a fallu redéfinir le Juif, définition forcément raciale et religieuse. Le pays est devenu théocratique. Alors que les « laïques » étaient largement hégémoniques au départ, les religieux les plus fanatiques ont surfé sur ce pseudo repli identitaire. La conquête de nouveaux territoires en 1967 était préméditée. Les plans militaires étaient prêts depuis longtemps. C'est la « gauche » qui a installé les premières colonies.

La formidable progression de la droite, de l'extrême droite et des religieux est le résultat de cette fuite en avant. L'arrivée au pouvoir de Begin en 1977, c'est un peu comme si Salan et l'OAS avaient pris le pouvoir en France pendant la guerre d'Algérie. Tous les dirigeants de cette droite ont commis des crimes de guerre : Begin à Deïr Yassine, Shamir en commanditant l'assassinat du comte Bernadotte, Sharon en permettant l'entrée des milices phalangistes à Sabra et Chatila. Il y a clairement des Juifs fascistes (aussi choquant que cela puisse paraître) : le rabbin Meïr Kahane (assassiné) fondateur du Kach, l'assassin de Rabin (dont la famille est venu du Yémen, voilà le résultat d'une destruction de ses racines) ou le ministre Libermann qui rêve de bombarder le barrage d'Assouan. L'extrême droite est à la fois « laïque » (des partis comme le Tsomet, le Mole-det) et religieuse (le Shass, le PNR, le Goush Emounim ...). Le projet d'installer des colonies dans les territoires occupés en attirant les immigrants par des subventions, des loyers ridicules et des installations luxueuses est un

projet fasciste. Toutes ces colonies devront être démantelées.

Et la gauche israélienne ? Majoritairement (l'establishment travailliste), elle rappelle Guy Mollet pendant la guerre d'Algérie. Elle a organisé ou approuvé tous les mauvais coups contre la Palestine. Elle soutient le gouvernement Sharon. Elle est prête à accepter un Etat Palestinien mais réduit à un bantoustan : sans unité, sans viabilité, sans terres, sans eau, sans capitale. Il existe heureusement une minorité vraiment pacifiste : les réfractaires qui proclament que l'occupation corrompt toute la société et une poignée de personnalités (Amira Hass, Michel Warchawski, Ilan Pappé, Ury Avnery, ...). Quelques politiciens comme Yossi Beïlin, ou Abraham Burg évoluent vers ces positions.

En Diaspora, le Sionisme a transformé toutes les organisations juives en organismes de propagande et de soutien inconditionnel à la politique israélienne. C'est le cas notamment du CRIF (représentatif de rien du tout, la plupart des Juifs français qui ne fréquentent pas ce genre d'institution n'ont jamais été consultés).

POUR CONCLURE

On me dit parfois : « tu as de la chance. Comme Juif et fils de déportés, tu peux te permettre de dire certaines choses. Nous, on nous taxera d'antisémitisme. » (Moi, on me taxera de traître ou de Juif honteux). Il me semble qu'il faut raisonner autrement. Fait-on du racisme anti-arabe quand on dénonce le GIA ou les fous de Dieu ? N'y a-t-il pas au contraire urgence à défendre les Arabes qui refusent l'intégrisme ? Pour le Sionisme, c'est pareil. Non seulement il commet des crimes contre le peuple Palestinien, mais il constitue une pression intolérable contre les Juifs qui refusent la dérive nationaliste et le repli communautariste.

Le Sionisme représente pour l'histoire du Judaïsme un peu ce que représente Milosevic pour l'histoire du peuple Serbe : une dégénérescence, le résultat d'un processus nationaliste, un enfermement de la pensée dans une logique névrotique et au bout du compte beaucoup de crimes. Quand je dis cela, je ne dis pas qu'il faut détruire Israël. On ne referra pas l'histoire et les dirigeants Palestiniens l'ont bien compris. Ils ont aussi fini par comprendre l'importance de la Shoah. Mais les mensonges fondateurs, « la loi du retour », l'arrogance ... tout ceci doit cesser. La paix nécessitera à la fois un retrait de tous les territoires occupés, une égalité totale et une reconnaissance par l'Etat d'Israël de la « faute » originelle : les Palestiniens n'étaient pas responsables de la Shoah, on n'avait pas le droit de leur voler leur pays ... et de continuer à le faire.

Pierre Stambul

Israël - Palestine : Un état pour tous

Nous publions le point de vue de Yehouda, un israélien de tendance anarchiste, antisioniste et qui a fait de la prison en Israël en tant qu'objecteur de conscience. Il est à noter qu'il n'existe pas de mouvements libertaires structurés en Israël et en Palestine.

Quand un israélien, même s'il est, et surtout s'il est antisioniste, est invité à donner son avis sur les solutions qu'il envisage pour le conflit israélo-palestinien, il doit faire doublement attention.

Je suis né en Israël, et j'ai grandi dans une culture spécifique, dans une classe déterminée, j'ai fait partie, bon gré mal gré, d'un régime d'apartheid. Est-ce ma classe qui parle à travers moi ou bien moi-même ? Je m'interdis donc de dire aux Palestiniens ce qu'ils doivent faire et quels sont les espoirs qu'ils peuvent nourrir. Tout ce qui va suivre ne sont que des idées. Elles n'ont pas de valeurs autres qu'intellectuelles, tant que les personnes impliquées dans le conflit ne leur donnent pas de substance. Il faut espérer et travailler pour que cette substance soit créée par les opprimés pour en finir avec toute oppression, et non pas par les oppresseurs et leurs collaborateurs pour maintenir une oppression.

La seule issue souhaitable pour la situation actuelle en Israël-Palestine est la création d'un seul état sur le territoire de la Palestine historique, où toutes les personnes vivant aujourd'hui sur ce territoire ainsi que tous les réfugiés palestiniens qui choisiront d'y revenir seront citoyens.

La création d'un état israélo-palestinien signifie la fin d'un état juif. Cet état aura pour base l'égalité de tous les citoyens - sans distinction de sexe, d'origine, de classe sociale, de religion ou de quoi que ce soit d'autre - et même un certain anti-nationalisme. Ceci est déjà d'une importance internationale, après l'importance que cela a en Israël-Palestine. La base de la fin du conflit est la justice et non pas la paix, qui est son résultat. Si on veut en finir avec la haine entre israéliens et palestiniens, on n'utilise pas des murailles, des barbelés et des soldats armés jusqu'aux dents. Les deux peuples doivent se côtoyer (et peut-être se mélanger...)

pour que l'un connaisse l'autre et par là, apprennent qu'il est humain tout autant que lui-même.

Avec le retour des réfugiés palestiniens on peut aussi espérer un sentiment de réparation des erreurs, ou au moins une tentative dans cette direction pour racheter les péchés du passé, et le début de la réconciliation entre les peuples.

A la base de la création de cet état doit donc être la justice, et entre autres le repartage des richesses et l'autonomie culturelle pour tous, conditions préalables à la réussite d'un tel état. Le repartage des richesses est un élément très important. La création d'un nouvel état est une grande opportunité pour la création d'une économie moins injuste que celle qui existe jusqu'à aujourd'hui. En Israël-Palestine comme ailleurs la richesse est dans les mains d'une minorité. La déprivation du pouvoir économique sous toutes ses formes et l'autonomie culturelle de chaque groupe signifient l'autonomie face à l'impérialisme sous toutes ses formes. L'autonomie d'une culture est mieux protégée dans un pays vraiment multi-culturel que lorsqu'elle est culture d'état et ainsi au service d'une classe dominante.

Tout état palestinien à côté d'un état israélien serait faible et sans pouvoir, totalement contrôlé par son voisin, par les Etats-Unis et les pays arabes, sans autonomie économique et sans pouvoir de développer une culture autonome et libre. Un tel état serait un bantoustan, un enclos à esclaves, un réservoir de main d'œuvre bon marché pour l'économie néo-libérale israélienne.

Dans sa définition même comme état juif l'état d'Israël est un état raciste. Il n'est pas nécessaire de chercher des preuves de cela dans sa politique quotidienne : un état qui se définit comme juif rejette d'entrée au second plan ses citoyens non juifs. La création d'un état palestinien aux côtés d'un état juif ne ferait que renforcer le racisme inhérent à ce dernier.

Pour beaucoup, l'idée d'un seul état pour tous paraît utopique. L'idée d'un état palestinien libre et viable à côté d'Israël n'est pas moins utopique. La création d'un état-nation supplémentaire en voie de néo-libéralisation est-elle la seule issue souhaitable et pour laquelle nous devons lutter ? L'idée d'un seul état pour tous n'est pas nouvelle Il est temps de lui donner toute la place qu'elle mérite. Yehouda

Négociation au checkpoint de Qalqilya - Cisjordanie



Par Noam Sheizaf

Pourquoi j'ai refusé de servir dans les territoires occupés

Pourquoi j'ai refusé de servir dans les territoires ?

Quand je suis né, Israël contrôlait les territoires occupés depuis sept ans. Quand j'étais à l'école primaire, le gouvernement construisit des villes et envoya des dizaines de milliers de citoyens s'installer au milieu de la population palestinienne de Cisjordanie. L'Intifada, qui éclata quand j'entraî au lycée, ne changea rien du tout : Israël se conduisit comme si les territoires occupés le seraient toujours, et je savais déjà qu'un jour viendrait où je devrais courir dans les rues de Naplouse. En tant que soldat d'infanterie, j'ai participé au retrait de Gaza dans le cadre des accords d'Oslo, ce qui signifia avant tout le redéploiement des unités de l'armée autour des colonies de Goush Katif, ainsi que de Netzarim et de Kfar Darom. Après avoir reçu une formation d'officier, j'ai participé au retrait de la ville d'Hébron et à la mission impossible consistant à séparer les colons juifs qui étaient restés dans la ville et ses résidents palestiniens. Pendant mes périodes de rappel en tant que réserviste, j'ai gardé les barrages placés entre Jérusalem et Ramallah et j'ai patrouillé sur les routes de contournement qui entourent Hébron.

J'appartiens à une génération qui a grandi avec l'occupation et qui a mûri avec le conflit. Les enfants de l'hiver 1974 comme ceux des hivers qui suivirent furent appelés et rappelés au cœur des villes palestiniennes pour y maintenir l'ordre. C'est le nom qu'on donnait à ces opérations alors qu'elles visaient seulement à gagner un jour de tranquillité supplémentaire dans les territoires et à retarder d'autant la décision inévitable du démantèlement. Nous exécutions cette tâche fidèlement et avec enthousiasme, et il semble que nous ayons réussi puisque dans à peine plus d'un mois nous fêterons le 35e anniversaire. Combien de fois nous fumes heureux d'y retourner !

Tout au long de ces années, l'occupation joua un rôle marginal dans nos vies personnelles. Une fois par an, nous allions dans une ville ou dans une colonie et nous traînions avec les copains de notre unité. C'était désagréable mais pas horrible. Nous ne tirions pas, ni ne harcelions personne. Nous installions un barrage, fouillions une maison ou quelques voitures, bloquions une route, arrêtions un suspect, capturions un enfant. La routine.

Nous choisissons d'ignorer les aspects les plus déplaisants de l'occupation : nous ne nous intéressions pas à ce que le fonction-

naire de l'administration voulait exactement quand nous l'accompagnions pour présenter une mise en demeure à une famille. Nous nous moquions de savoir pourquoi les voitures de polices que nous escortions jusqu'aux grottes de Hébron devaient y aller. Même les histoires de brutalités et de tabassages aux barrages routiers, dans les rues et chez les gens dont nous entendions parler ne nous concernaient pas. Après tout, nous n'étions pas comme ça.

Et donc, à portée de main, à quelques kilomètres de chez nous, une réalité terrifiante prenait forme ; notre Est sauvage, où chaque jeune de 19 ans est le seul maître d'une rue, d'un barrage, d'un jardin ou d'une colline, où des centaines de personnes sont soumises à sa bonne ou mauvaise volonté. Un lieu où l'on ne peut pas travailler, où le logis de chacun n'est pas un abri sûr parce qu'un groupe de soldats peut y pénétrer à chaque instant pour y installer un poste d'observation sur le balcon.

Et quand ces millions de personnes, emprisonnées dans leurs propres villes et leurs propres maisons, se révoltèrent, et que nous fûmes prêts à leur accorder quelques droits, nous découvrîmes que le prix politique d'un retrait complet des territoires occupés était trop élevé. La solution de nos dirigeants fut simple : envoyer les bons gars de l'armée pour nous laisser un peu de tranquillité et nous épargner la vraie confrontation difficile et douloureuse avec ceux qui, parmi nous, pensent qu'au nom de la promesse divine de la terre d'Israël nous devrions ou nous pourrions y créer notre propre apartheid.

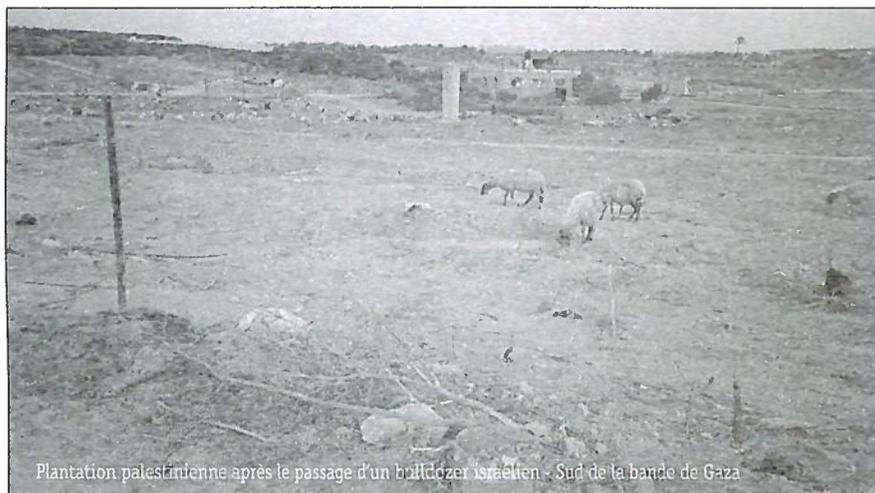
Or même quand les choses se calment, la tranquillité n'est que provisoire, fluctuante et limitée, et est immédiatement suivie par une grosse vague de violence, qui nous fait

regretter le grand soulèvement précédent. Dans une certaine mesure, nous avons commencé à comprendre que tant que nous accepterions de jouer ce jeu, d'être « les bons gars de l'armée », rien ne changerait. Le processus de séparation ne se développe pas tout seul ; il devient seulement plus violent et plus menaçant. Chaque jour que nous avons passé dans les territoires occupés à « faire notre boulot », c'est un jour où nos dirigeants ont pu ignorer le problème sans avoir à payer le prix politique et personnel de la lutte intérieure. (Le prix payé par le dirigeant qui essaya sonne pour eux comme un avertissement). C'est ce cercle vicieux que je veux briser.

La dernière fois que j'ai été rappelé, j'ai dit à mon chef de bataillon que je n'exécuterai aucune tâche en Judée-Samarie (Cisjordanie) ni dans la bande de Gaza. J'ai passé ma dernière période de rappel dans une prison militaire.

En dernier ressort, Israël devra se retirer des territoires occupés. La question est de savoir si le débat interne en Israël et les dissensions politiques conduiront à l'inévitable retrait ou si ce seront le Hamas et le Tanzim qui nous chasseront, tout comme nous avons dû fuir le Liban, des années après que nous eussions pu nous retirer honorablement. Je choisis la première option. Je crois qu'à chaque nouveau rekuznik nous nous rapprochons du retrait et du démantèlement des colonies, et que cette tendance non seulement nous transforme en un Etat plus démocratique et moral mais aussi permet tout simplement de sauver des vies humaines.

(À la suite de son refus, l'auteur de ces lignes a été relevé de son commandement de chef de peloton et condamné à 28 jours de prison militaire).



Plantation palestinienne après le passage d'un bulldozer israélien - Sud de la bande de Gaza

Par Eyal Sivan

La dangereuse confusion des juifs de France

Disons-le sans détour, la question du sionisme est dépassée. Pourtant l'amalgame systématique entre antisionisme et antisémitisme est devenu la nouvelle arme d'intimidation des "amis d'Israël".

Les accusations d'antisémitisme lancées par les institutions juives de France à l'encontre des médias français, la violence passionnelle des réactions et l'opprobre jeté sur toute attitude critique à l'égard d'Israël témoignent de la confusion et de l'échauffement des esprits. Confondant non-sionisme et antisémitisme, ces réactions se multiplient depuis que la guerre coloniale en Palestine-Israël redouble de violence. Ainsi, les institutions juives de France font peser aujourd'hui un danger sur les juifs et le judaïsme et plus particulièrement sur la cohabitation entre Français juifs et musulmans au sein de la République.

Que des juifs en France se sentent aujourd'hui concernés par le sort des Israéliens qui ont élu avec une large majorité un premier ministre d'extrême droite et sont aujourd'hui piégés dans une situation politique et identitaire à laquelle ils ne voient pas d'issue, c'est légitime. Mais que la communauté juive de France et son grand rabbin s'enferment dans un soutien inconditionnel à la situation coloniale et meurtrière qui prévaut depuis plus de cinquante ans en Israël-Palestine, c'est inacceptable.

On en est arrivé à confondre la signification mystique que revêt la terre d'Israël dans le judaïsme avec une revendication territoriale qui n'a plus rien à voir avec la sécurité. Israël est aujourd'hui le seul endroit du monde où les juifs sont menacés physiquement en tant que tels. Le CRIF déclare pourtant que les juifs de France, "inquiets de voir les jeunes musulmans transporter en France le conflit du Proche-Orient", sont prêts à envisager d'émigrer en Israël pour s'y réfugier.

Une minorité de juifs de France prend au sérieux la grande angoisse de la société juive israélienne face à l'évolution démographique favorable aux Arabes et émigre en Israël. Pour la plupart religieux intégristes, ils choisissent de s'installer dans les colonies de peuplement en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Si la majorité des juifs de France (de loin la plus grande communauté d'Europe) restent attachés à une République qui leur permet de vivre leur judaïsme dans toutes les nuances qu'on lui connaît aujourd'hui, ils représentent pourtant, selon les propres termes de l'Agence juive, le "dernier réservoir" d'immigration vers Israël.

Dans les synagogues et les centres communautaires juifs, le drapeau israélien et la collecte d'argent au bénéfice d'Israël ont tendance à prendre la place des symboles religieux traditionnels. Les fonctionnaires de "l'office israélien de l'explication" et de l'ambassade d'Israël en France comme des officiers de l'armée israélienne accompagnent

des dirigeants communautaires.

Quant à la sécurité des institutions juives, elle est assurée par les services d'ordre des mouvements de jeunesse sionistes, secondés et entraînés par des membres de la sûreté israélienne.

C'est ainsi que s'opère le déplacement du domaine politique vers le religieux. Identifiés comme des institutions de soutien à Israël, les synagogues et centres communautaires deviennent, dans cette confusion, des cibles d'attaques criminelles, qui, par ailleurs, doivent être punies en tant que telles.

Mais, en qualifiant d'antisémites les positions non sionistes et critiques portées à l'égard de la politique israélienne et, délégitimant un point de vue politique en le confondant avec un propos raciste, les institutions juives communautaires françaises jouent aux apprentis sorciers et deviennent elles-mêmes vecteurs de violence.

Pour les juifs pratiquants, le judaïsme n'est pas une question. Pour des juifs laïques, en revanche, tiraillés entre universalisme et crispation identitaire, le sionisme est devenu une religion de substitution. De ces juifs en mal d'identité, Yeshayahu Leibowitz, le philosophe israélien, religieux et sioniste, disait : "Pour la plupart des juifs qui se déclarent tels, le judaïsme n'est plus que le bout de chiffon bleu et blanc hissé en haut d'un mât et les actions militaires que l'armée accomplit en leur nom pour ce symbole. L'héroïsme au combat et la domination, voilà leur judaïsme."

Le génocide des juifs est identifié comme un holocauste et un terme biblique lui a été attaché, "Shoah". Ce transfert dans le registre du sacré arrache l'événement à sa gravité politique. La culture victimaire devient un pilier de l'identité juive laïque. Les autres, et en premier lieu les Palestiniens, sont sommés de prouver leur souffrance, car ils ne seraient que les victimes des victimes...

En 1990, pendant la première Intifada, le même Leibowitz constatait : "Rien de plus confortable que de se définir par rapport à ce que les autres nous ont fait. Nous nous sentons ainsi dispensés de nous poser la question "Qui sommes-nous?" et de tout examen de conscience."

En votant à l'ONU en 1947 le partage de la Palestine qui attribuait environ 60% du territoire à la minorité juive et 40% à la majorité arabe, le monde occidental voyait là un moyen de se racheter après la catastrophe du génocide. A cela s'ajoutaient la mentalité coloniale de l'époque et son mépris à l'égard des populations indigènes. Le monde occidental semblait faire sienne l'idée sioniste selon laquelle les juifs sont partout en transit, à l'exception de ce bout de terre qu'ils revendiquaient et qui leur était désormais attribué. Les Arabes refusèrent ce partage inégal. Contrairement à ce qui est fréquemment affirmé, ils ne s'en tinrent pas à un simple rejet. Le représentant du Haut Comité arabe pour la Palestine avait proposé

le projet d'un Etat binational. Et la communauté des nations est restée sourde à diverses propositions d'un plan pour un Etat fédéré.

Le territoire de la Palestine historique (Israël, territoires occupés et zones autonomes) comporte aujourd'hui environ 4 millions de Palestiniens et 5 millions de juifs. La question du droit au retour des réfugiés palestiniens expulsés en 1948 ajoute une complexité supplémentaire au dénouement du conflit. Comment faire accepter à un Palestinien né à Jaffa qu'il n'a pas le droit d'y revenir, alors qu'un juif né à Paris peut, lui, s'y installer ? Dans cette logique, le partage de la terre et la séparation entre Israéliens et Palestiniens semble s'imposer. Mais, à moins d'envisager un nouveau transfert de populations, il semble impossible de dessiner des frontières vivables entre des communautés aussi imbriquées sur le terrain. Le partage est aussi illusoire que la croyance, pour "corriger" la donne démographique, en une grande vague d'immigration juive qui serait provoquée par la résurgence de l'antisémitisme en Occident.

Pourtant les apprentis sorciers continuent à jouer la carte de la panique en brandissant le spectre de l'antisémitisme. Ils montrent ainsi leur incapacité à sortir d'une vision manichéenne et archaïque des rapports de force.

Pour rompre le cercle vicieux de la haine et de la vengeance, il convient, au contraire, de faire appel à l'intervention des nations qui furent à l'origine de l'erreur historique de 1947. Il est temps d'en appeler à la raison et d'abandonner des conceptions nationalistes et théocratiques dont l'Histoire du XX^e siècle a largement démontré les limites et le coût humain.

Seule une vision républicaine, démocratique et laïque persuadera les peuples israélien et palestinien qu'ils peuvent vivre - et pas seulement mourir - sur le même territoire.

S'ils souhaitent sincèrement favoriser une solution au conflit du Proche-Orient et voir leurs amis ou parents israéliens vivre enfin en paix, les Français juifs ont bel et bien un rôle à jouer. Premiers dans l'Histoire à bénéficier des bienfaits des principes républicains, pourquoi n'encouragent-ils pas les Israéliens à s'engager dans une voie similaire? Pourquoi ne s'appliquent-ils pas à développer en France des relations harmonieuses avec la communauté musulmane au lieu de l'accuser d'importer en France le conflit du Proche-Orient ? Leur exemple serait une vraie contribution à la paix et servirait plus le judaïsme que le drapeau israélien.

Eyal Sivan Traduit de l'hébreu par Catherine Neuve-Eglise.

Eyal Sivan, cinéaste israélien, réside en France. Site du Monde, 07.12.2001

L'intifada n'est pas soluble dans la prospérité économique

La situation économique d'Israël n'a jamais été aussi catastrophique.

Près d'un Israélien sur cinq vit aujourd'hui en-dessous du seuil de pauvreté, d'après une étude statistique officielle publiée ce lundi, qui révèle aussi que sur ces 1,17 millions de personnes, il y a plus de 500.000 enfants. Les chiffres pour 2001, compilés par l'Institut d'Assurance Nationale (Bitouakh Leoumi) et le ministère du Travail et des Affaires sociales, montrent que le nombre d'Israéliens vivant au-dessous du seuil de pauvreté a augmenté de 81.000 l'année dernière (dont 50.000 enfants). Le nombre total d'Israéliens concernés se monte à 1,17 millions, dont 531.000 enfants. A la fin de l'année prochaine, quand auront pris effet les différentes coupes dans les budgets sociaux, les chercheurs de l'Assurance Nationale estiment que près d'un enfant sur trois pourrait vivre en-dessous du seuil de pauvreté. Le rapport montre que les cinq déciles inférieurs de la société israélienne supporteront 70% des coupes, tandis que les deux déciles supérieurs n'en supporteront que 9%. L'étude montre également que les villes de Haïfa et de Bat Yam ont été particulièrement touchées. En 2001, les familles vivant en-dessous du seuil de pauvreté à Haïfa sont passées de 11.6 à 14.8%, et à Bat Yam de 14 à 19.6%. Le rapport prend pour base des critères économiques qui considèrent qu'un couple israélien est pauvre si ses revenus mensuels sont inférieurs à 2.768 shekels (584 euros). Le seuil de pauvreté pour un couple avec deux enfants a été fixé à 4.428 shekels (934 euros), et à 5.881 shekels (1.241 euros) pour

un couple avec quatre enfants. Réagissant à la publication de ces chiffres, le député du Meretz (opposition de gauche) Ran Cohen, président de la commission parlementaire étudiant la stratification socio-économique de la société israélienne, a déclaré qu'il n'était "pas surpris, mais atterré". Ce sont les chiffres d'une catastrophe, le signe d'une monstruosité sociale. "C'est une marque indélébile sur le front des responsables de cette situation", a déclaré Cohen à la radio nationale, faisant référence à la coalition au pouvoir. Il a réclame la démission du ministre du Travail et des Affaires sociales, Shlomo Benizri (Shas, parti religieux populiste), qui a voté la semaine dernière en faveur des coupes dans le budget 2003.

Le chiffre de 29.6% d'enfants vivant en dessous du seuil de pauvreté représente une augmentation de 1.7% par rapport à l'année dernière. Le 1.17 million d'Israéliens concernés représentent 19.6% de la population, soit une augmen-

tation de près d'1%. Dans le même temps, le fossé entre classes favorisées et défavorisées s'est creusé de façon appréciable. La part des revenus des trois déciles inférieurs par rapport à la totalité des revenus de la nation s'est réduite de 4.5% à 3.5%, alors que la part des deux déciles supérieurs a augmenté de 1.3%, pour atteindre 53.9%.

Rompant avec les habitudes officielles, le rapport étudie les conséquences éventuelles des plans actuels, qui prévoient une réduction de plus d'un milliard d'euros des aides sociales dans le budget 2003. Les chercheurs estiment que, même après avoir touché leurs allocations, le pourcentage des familles israéliennes vivant en dessous du seuil de pauvreté s'élèverait à 19.1% pour la période 2002-2003, contre 17.7% en 2001. Pour la même période 2002-2003, le nombre estime d'Israéliens qui vivraient en dessous du seuil de pauvreté s'élèverait de 1.17 à 1.29 millions de personnes, soit 21.7% de la population, dont 605.000 enfants, soit 30.6% des enfants israéliens. Cela signifierait qu'un enfant sur trois vivrait en dessous du seuil de pauvreté.

Les secteurs les plus touchés par la misère sont les chômeurs, les familles monoparentales et les citoyens arabes. La population arabe représente presque un cinquième de la population de l'Etat israélien.

Tenant compte du fait que le nombre des membres dans les familles arabes est plus grand que dans celui des familles juives - les familles arabes représentent 12,2 % du nombre total des familles dans le pays.

En même temps, les familles arabes pauvres représentent 28,4 % du nombre total des familles pauvres dans le pays. Les enfants arabes pauvres représentent deux tiers du nombre total des enfants pauvres. Ces données statistiques officielles reflètent un des aspects de la politique de discrimination dont souffrent les citoyens arabes d'Israël.

La restriction des dépenses et différentes allocations sociales, décidée par le gouvernement Sharon dans le cadre du budget 2002, et celui prévu pour 2003 va accroître encore plus le nombre des pauvres. Simultanément les gouvernements d'Israël n'ont pas cessé d'augmen-

ter les dépenses militaires, les frais de guerre contre les Palestiniens et les budgets destinés aux colonies juives dans les territoires occupés. Selon l'Institut des assurances sociales, le nombre des pauvres en 2002 et 2003 pourrait atteindre le chiffre de 1 290 000 personnes, soit 21,7 % de la population du pays ; le nombre des enfants pauvres va atteindre 605 000, presque le tiers de toute la population infantine.



La relation entre le coût de l'intifada, de la politique de Sharon en général et de la réalité de la situation sociale et économique commence timidement à se faire, en particulier dans les couches moyennes inférieures de la société qui s'est appauvrie. Celle-ci faisait partie de l'électorat traditionnel travailliste, qui l'a lâché aux dernières élections pour cause de peur sécuritaire. C'est une partie de cette couche sociale qui adopte peu à peu une attitude critique vis à vis de Sharon, encore trop peu radicale à ce jour certes, mais qui se rapprochent de Shalom Archav, non pas forcément par bonté d'âme envers le peuple palestinien, mais plus prosaïquement parce qu'ils espèrent qu'avec la paix, les affaires reprendront, les touristes et les investissements reviendront et que surtout les attentats aveugles cesseront. De ce point de vue, une conversation avec un sympathisant de Peace Now, au cours d'une manifestation ayant regroupé environ 3000 personnes à Jérusalem fin octobre 2002 était significative : la situation d'intifada l'avait quasiment ruiné en tant que propriétaire d'un hôtel près de Netanya, station balnéaire très touristique. Ne recevant quasiment plus aucun touriste, il envisageait même de partir à l'étranger s'il pouvait revendre un bon prix son hôtel.

Information tirées du journal Ha'aretz du 4 novembre 2002

14/11/02

Israël, faits et chiffres

par Ilan Rosenkier*

Les dernières statistiques démographiques et socio-économiques rendues publiques récemment (cf. notamment "Yedioth Hakharonot" du 4/09/02 d'où sont tirés la plupart des chiffres de cet article) apportent un éclairage intéressant sur les évolutions structurelles de la société israélienne, parfois masquées par l'attention portée à la situation politique et militaire.

1/ Croissance démographique mais ?

Fin 2001, la population israélienne comptait 6 592 000 personnes, soit une progression de 2,1 % par rapport à l'année précédente. Cependant, au cours de cette même année, la part de la population juive a continué à décroître du fait, notamment, de la diminution de l'alyah. Dans l'absolu, la population juive a certes augmenté (+ 1,4 %), mais moins que l'augmentation moyenne sur les années 1977-2000 (+ 1,8 %). Fin 2001, les juifs représentaient 77,2 % de la population totale alors que l'année précédente ils étaient 77,8 %.

Les Arabes d'Israël représentent 19 % de la population. Parmi eux, on dénombre 15,4 % de musulmans (+ 0,2 %), 2,1 % de chrétiens et 1,6 % de druzes ; 3,5 % n'étaient pas identifiés par leur religion (essentiellement des émigrants et leur famille).

La proportion de la population arabe est demeurée en 2001 équivalente à ce qu'elle était lors de la création de l'Etat d'Israël. Il est clair que l'immigration venue de l'ex-Union soviétique (près d'un million de personnes depuis 1989) a fortement contribué au maintien de l'équilibre démographique.

L'ancienneté de la population juive va croissant : près de 30 % de la population appartient à la 3^e génération. Les personnes originaires d'Europe et d'Amérique (ashkénazes) représentent 41 % de la population, les "orientaux" étant 16 %. La communauté la plus nombreuse est celle venant de l'ex Union soviétique : 1 150 000 personnes dont 70 % depuis 1990.

2/ Jérusalem

La ville la plus peuplée est Jérusalem avec 670 000 habitants, soit une progression de 12.400 par rapport à l'année précédente. La moitié de ces nouveaux habitants est arabe alors que la population arabe ne représente qu'un tiers environ de la population totale de la ville. Ces différences proviennent d'une fécondité inégale selon les communautés. Au niveau national, une femme juive donne naissance à 2,71 enfants et une femme arabe à 4,6 enfants.

3/ Le "peuple du livre" ?

1.971.991 enfants et étudiants fréquentaient des établissements scolaires, tous types confon-

dus. 58,6 % des élèves du primaire étudiaient dans le cadre du secteur public laïque ("mamlakhti"), 18,9 % étudiaient dans les écoles du courant public religieux sioniste et presque un quart (22,5 %) relevaient du courant orthodoxe. Les répercussions présentes et à venir sur l'équilibre "religieux /laïques" sont aisément décelables.

117.525 étudiants poursuivaient leurs études à l'université, soit 3,5 % de plus que l'année précédente (113.750 en 2000). La progression a été la plus forte en mathématiques, informatique, sciences biologiques et sciences de l'ingénieur. La féminisation du monde étudiant se poursuit.

En éducation comme dans les autres domaines, l'influence de l'appartenance communautaire est notable. 14 % des élèves de terminale sont arabes, mais ils ne sont que 9 % parmi ceux qui réussissent le bac. Les "orientaux" représentent 24 % des élèves de terminale et 19 % des bacheliers.

4/ Le modèle familial en crise

Le pourcentage de célibataires dans presque toutes les classes d'âge augmente, principalement du fait que le mariage est de moins en moins "populaire". Parmi les femmes juives âgées de plus de 15 ans, 43 % sont seules, contre 40 % parmi les hommes. Pour 1000 femmes, il y a 964 hommes.

Les familles monoparentales ont augmenté (95.000) soit 9 % des familles. 29 676 couples se sont mariés, 9693 ont divorcé. Dans les années 1970, 9 % des couples se séparaient au cours des 9 premières années de mariage. 20 ans plus tard, c'est dans les cinq premières années que se séparent 9 % des couples.

Le nombre d'enfants croît quand même. 136.638 enfants sont nés, soit 0,5 % de plus. 91.230 sont nés de mères juives (67 %) et 36.317 de mères musulmanes. Une part importante de ces naissances ont eu lieu dans le cadre de familles nombreuses puisque 1/4 d'entre elles sont des naissances de rang 4.

5/ Et l'alyah ?

20 000 Israéliens ont quitté le pays en 2001. Certes, durant la même année, 7000 Israéliens séjournent à l'étranger depuis plus d'un an sont rentrés au pays. Nombreux parmi ceux qui quittent feraient référence à l'absence d'espoir et de perspective. Les destinations préférées seraient en Europe et en Australie, l'Amérique n'attire plus comme par le passé. On noterait par ailleurs une tendance "retour aux sources", les candidats à l'émigration essayant d'obtenir la nationalité du pays dont leur famille est originaire. Certes l'alyah continue : 43.600 nouveaux immigrants en 2001, mais elle a enregistré une baisse de 28 % par rapport à 2000.

6/ Et les implantations ?

Le rapport annuel des services statistiques révèle que la croissance démographique des implantations est restée positive, mais la chute est drastique par rapport à l'année précédente. 2.600 Israéliens seulement se sont ajoutés à la population résident dans les implantations, soit une diminution de 63 % par rapport à 2000 (+ 7.100 habitants, naissances comprises). Il est clair que ce sont des considérations sécuritaires qui sont à l'origine de cette évolution, le nombre des arrivés diminuant alors que celui des départs augmente. On enregistre même une diminution de la population dans des implantations jusqu'à présent considérées comme "idéologiques", les motivations d'ordre idéologique l'emportant sur les considérations économiques ou relevant de la recherche d'une meilleure qualité de vie. C'est le cas à Emmanuel, Alon Hamoreh, Beit-El, Eli.

Certains responsables des implantations contestent ces chiffres, arguant que des nouveaux arrivants ont pu ne pas signifier leur changement d'adresse. Quoiqu'il en soit, Mossi Raz, député Meretz, a demandé au gouvernement de prendre des mesures pour inciter au départ des implantations et de ne pas se contenter, passivement, de ceux qui s'en vont d'eux-mêmes. Shalom Archav réclame également une politique active en ce sens.

On trouve dans ce recueil de données statistiques bien d'autres informations intéressantes couvrant les domaines les plus divers. Ainsi apprend-on que parmi la population active, la moitié travaille en dehors de la localité dans laquelle ils habitent, et pour 45 % leur lieu de travail est "au loin", dans un autre "district". On comprend mieux les embouteillages et engorgements sur les routes israéliennes.

Au-delà de l'anecdote, ce recueil d'informations chiffrées, particulièrement fiables compte tenu de la qualité de l'appareil statistique dont Israël s'est doté, et qui certes reste perfectible, apporte un éclairage fondamental sur les grands problèmes auxquels est confrontée la société israélienne, que ce soit le caractère juif de l'Etat et les relations judeo-arabe, les rapports laïques/religieux ou encore ashkénazes/séfarades, pour n'en citer que quelques-uns.

*Ilan Rosenkier est sociologue et membre fondateur des Amis de Shalom Arshav.

*Littéralement la montée, par extension la démarche que chaque juif doit faire en vue d'émigrer en Israël.

